

Ton fardeau est le mien

L'édition originale est parue en suédois aux Editions Schildts, à Helsinki, sous le titre *Din börda är min*.

ISBN 951-50-0293-1 © Paul Gundersen, 1983.

© Editions de Caux 1988, pour l'édition française mise à jour par l'auteur.

ISBN 2 88037-022-5

Traduction du suédois: Maria Achatz

Texte final français: Charles Piguet

Couverture: photo CIRIC (pauvreté au Liban)

Imprimé en Suisse

Paul Gundersen

Ton fardeau est le mien

Editions de Caux

Editions de Caux
Rue du Panorama
CH-1824 Caux (Suisse)

Diffusion

Suisse:

Diffusion Ouverture
En Budron C
1052 Le Mont-sur-Lausanne

France:

Librairie-Diffusion 7 Ici
48, rue de Lille
75007 Paris

Belgique:

La Centrale biblique
222, rue de Birmingham
1070 Bruxelles

Préface à l'édition française

Ce livre traite de certains aspects souvent négligés des relations du monde industrialisé avec les pays en voie de développement. A l'origine, il s'adressait à des lecteurs en Scandinavie. Les pays nordiques sont parmi les pays industrialisés les plus engagés dans les pays en voie de développement. Les défis que présentent l'avenir de ceux-ci pour la communauté internationale, les erreurs qui sont commises dans leur développement, les possibilités immenses qui s'offrent à eux, gardent au sujet toute son actualité. Il devrait donc susciter de l'intérêt au-delà des frontières des pays scandinaves. L'initiative prise par les Editions de Caux de publier ce livre en français me réjouit donc particulièrement.

L'argumentation du livre est liée à un débat qui a cours actuellement dans les pays nordiques concernant notre attitude envers les pays pauvres. Pour rester à la page des événements qui courent à une vitesse extraordinaire, une mise à jour des données statistiques et de quelques citations a été apportée dans cette édition. L'index des références de l'édition originale dont une bonne partie renvoyait à du matériel disponible dans les langues nordiques a été remplacé par une liste d'ouvrages disponibles en français ou en anglais.

La question de base qui est traitée ici est cependant indépendante des données statistiques et de l'évolution économique. Ceux qui sont réellement préoccupés de l'avenir qui est réservé à la majorité

défavorisée des habitants de notre planète et qui veulent contribuer à le façonner avec le nôtre à tous, trouveront dans ces pages de quoi nourrir leur réflexion et, je l'espère, inspirer une action positive.

Paul Gundersen
Helsinki, mars 1988

Introduction

L'établissement d'un ordre économique équitable a souvent été le thème de conversations que j'ai eues avec des gens de différents milieux, aussi bien dans mon pays, la Finlande, que lors de voyages à l'étranger. Beaucoup parmi mes interlocuteurs doutaient que, par leur attitude, ils puissent influencer le cours des événements. L'injustice et la misère dont nous sommes témoins nous laissent rarement indifférents, mais ce sentiment nous touche-t-il en profondeur au point de modifier notre vie quotidienne et influencer notre avenir ?

Le but de cet essai est d'apporter quelques exemples appuyant la double thèse que l'évolution du monde est liée au mode de pensée et au style de vie de chaque individu et que la valeur d'une personne ne se mesure pas à sa situation sociale, à sa fortune, à ses titres académiques, mais au but et à la mission qu'elle s'est assignés. Les pensées que j'avance ici sont bien sûr influencées par des expériences personnelles. Au-delà de celles-ci, je crois que, quelles que soient les opinions que nous défendons les uns et les autres, la problématique d'un ordre économique équitable doit entrer dans nos consciences, car toute évolution dans ce domaine aura des conséquences sur notre vie personnelle et sur celle de nos pays dans les décennies à venir.

1. L'équation Nord-Sud

«L'air est rempli d'alibis pour justifier l'inaction», a dit Willy Brandt dans le rapport de la Commission qui porte son nom et qui s'est penchée sur les relations entre pays riches et pays pauvres. «Et pourtant, constate-t-il, l'équilibrage des relations nord-sud à l'échelle planétaire est un devoir pour l'humanité. C'est le plus grand défi auquel elle sera confrontée en cette fin de siècle.»

Le 1^{er} mai 1974, les Nations Unies ont accepté le principe d'un nouvel ordre économique mondial. Depuis lors, chaque année, les revendications dans ce domaine se sont intensifiées. Les tentatives des pays sous-développés pendant les années 50 et 60 pour obtenir une juste rétribution des matières premières ayant abouti à des résultats déplorables, le tiers monde a transféré la lutte sur le plan politique.

Ainsi, depuis le milieu des années 70, la question d'un nouveau système économique a été un des grands thèmes des conférences internationales, qu'elles soient politiques, techniques, ou même religieuses. Un nouvel ordre devait modifier radicalement tous les systèmes antérieurs. Les relations inter-européennes, la confrontation est-ouest, le rôle du Japon et des Etats-Unis comme premières puissances économiques, les problèmes brûlants de l'énergie et des armes nucléaires se subordonnaient au projet de cette panacée économique.

Il est vrai que ces toutes dernières années, quelques dirigeants politiques ont émis des réserves sur la résolution de l'ONU, la considérant comme utopique. Ce ne sont toutefois pas les termes

d'une résolution qui sont déterminants, mais bien la terrible réalité derrière les mots et celle-ci nous touchera toujours plus concrètement dans les années à venir, surtout si nous habitons dans l'hémisphère nord. Nous devons donc nous préoccuper de l'évolution de la question et, plus important encore, rechercher ce que nous pouvons faire chacun pour nous assurer qu'elle prenne le bon cap.

Des crises internationales peuvent par intermittence occulter le besoin d'une justice économique dans le monde. Symptômes d'une tension particulière, elles ne changent rien aux données fondamentales. Une fois les crises résolues, ou atténuées, l'obligation subsiste de trouver une solution à la plus grande injustice globale de notre époque. Les risques de guerre qui existent en différents points du globe ne suppriment nullement le besoin de donner la priorité à la recherche d'un ordre économique juste.

Quand, il y a quarante ans, Lord Franks prédit que la tension entre l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest ne serait plus le facteur dominant et qu'elle serait remplacée par un problème Nord-Sud de même ampleur, on resta sceptique. Aujourd'hui tout le monde l'admet. Si, après la deuxième guerre mondiale, un équilibre était recherché en liaison avec la reconstruction de l'Europe, à l'avenir il s'articulera autour de rapports justes entre le Nord industriel et le Sud sous-développé.

Pourtant, on entend certains prétendre que l'on a exagéré les difficultés des pays sous-développés et que la situation va en s'améliorant. On nous berce facilement dans un faux optimisme. La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) constate dans son rapport de 1982 que les pays sous-développés vivent leur plus grave crise depuis la dépression des années 30. Lors de la rencontre du GATT à Genève la même année, les représentants de ces pays donnèrent libre cours à leur amertume, accusant les pays industrialisés de chercher à résoudre la crise économique à leurs dépens.

Au début des années 50, l'Afrique ne comptait que quatre pays indépendants. Leur nombre a passé à cinquante. De nouveaux Etats se sont créés sur d'autres continents. La majorité des membres de l'Assemblée générale des Nations Unies est ainsi constituée de pays qui ont accédé à leur indépendance au cours des dernières

décennies. L'indépendance a cependant rarement été suivie de bien-être matériel pour leurs populations. Ainsi, tout naturellement, exigent-ils la place qui leur revient et s'attendent-ils à être traités comme les autres pays membres. Ils sont de plus en plus impatients face à l'autorité dominante de l'Occident qui, à leurs yeux, représente la source de tous les maux et de tous les malentendus.

Les Nations Unies ont donc offert au tiers monde une plateforme qu'il n'a pas hésité à utiliser. Les procédés spectaculaires des pays de l'OPEP pendant les années 70, ainsi que la lutte pour le pouvoir en Afrique du Sud, en Asie du Sud-Est et ailleurs, ont alimenté la confrontation entre le Nord et le Sud.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de savoir si un nouvel équilibre économique est nécessaire. Il s'agit plutôt d'une question d'échéances et de méthodes. La patience du tiers monde est à bout. Lors de la rencontre des dirigeants du monde entier à Cancun, au Mexique, en 1981, le président du Mexique, José Lopez Portillo, soulignait dans son discours d'ouverture que le fossé entre pays industrialisés et pays sous-développés avait provoqué une sorte de nouvelle guerre froide.

Le président Nyerere de Tanzanie estimait pour sa part que le système économique du monde, ou celui de pays particuliers, peut être modifié soit par la confrontation, soit par la concertation. Cependant, quand les hommes atteignent un certain degré de désespoir, ils sont prêts à faire éclater une révolution dans la violence, malgré les souffrances que celle-ci leur impose. D'où la question brûlante: un nouvel équilibre peut-il s'établir par une collaboration réciproque? A défaut, il sera provoqué par les forces qui mobilisent l'esprit de vengeance et l'amertume et de graves conflits menacent si on ne réussit pas à en prévenir le jeu. Une attente passive ne fait qu'aggraver la situation. Les vingt-deux pays participant à la conférence de Cancun se sont engagés à abolir la faim dans le monde d'ici à l'an 2000, mais ils n'ont pas pu se mettre d'accord sur les moyens d'y arriver.

Lors d'une visite en Finlande, M. Abd el-Rahman, un des hauts dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a prévenu ses interlocuteurs que les

profits démesurés des pays industrialisés dans le tiers monde constituaient une véritable bombe à retardement. Or, dans les pays industrialisés, beaucoup de gens aimeraient maintenir le statu quo. Cela correspond à leur propre intérêt économique. Mais les temps sont révolus où l'on croyait pouvoir freiner l'évolution. Maintenant les forces modificatrices sont en marche. Il s'agit de savoir si elles vont prendre un cours pacifique et constructif, ou pas. Là est le défi.

Sommes-nous, vous et moi, concernés par la question? Nous recevons une masse d'informations sur le tiers monde et nous sommes conscients de l'injustice qui y règne. Eloignés de la réalité brûlante, nous faisons confiance aux experts qui s'en occupent professionnellement. Ainsi, lorsque l'ancien président de la Banque mondiale, Robert McNamara, affirme que, selon les pronostics les plus optimistes, six cents millions d'êtres humains vivront dans une pauvreté absolue encore en l'an 2000, nous ne mettons pas ses affirmations en doute. Nous savons aussi qu'un quart des habitants de la planète exploitent les trois-quarts des ressources pour leur propre profit. Cependant, avec la meilleure volonté, nous n'arrivons pas à voir ce que nous pouvons faire. La vie quotidienne, remplie de devoirs et de soucis, accapare toute notre énergie. Parfois donnons-nous quelque argent à une collecte, tout en nous demandant à quoi il servira et quel pourcentage atteindra les vrais nécessiteux.

A la fin des années 70, la tragédie du Cambodge a coûté la vie à un million et demi de personnes. Tout le monde en a été profondément secoué. Peut-être avons-nous donné cette année-là un montant plus élevé que d'habitude à la collecte de la Croix-Rouge. Peut-être avons-nous aussi eu un vague sentiment que notre geste était dérisoire. Puis, nous avons poursuivi notre routine quotidienne et, aujourd'hui, la plupart d'entre nous avons oublié la catastrophe du Cambodge. Peut-on nous en blâmer? Aucun lien ne semble exister entre notre vie quotidienne et les grands problèmes internationaux. Nous ne voyons pas quelle contribution utile nous pourrions apporter. Nous renonçons donc à nous engager davantage. S'il nous semble impossible que notre manière de vivre puisse

influencer les grands événements, ceux-ci n'ont pas non plus d'effet sur nos activités, si ce n'est de provoquer nos protestations lorsqu'augmente le prix du café ou de l'essence. Nos habitudes ne changent pas.

Et pourtant, si nous pouvions comprendre le lien qui existe entre le combat pour la justice dans le monde et notre manière de penser et d'agir, la situation changerait du tout au tout. Des milliers de gens cherchent un sens à leur vie et sont incapables de le trouver. Ils ne ressentent aucun appel dans les phrases des politiciens et des chefs de parti. La course au confort matériel ne les satisfait pas non plus.

Alors peut-être faut-il changer de point de départ: le nouvel équilibre économique dans le monde ne dépend pas de données économiques mais relève d'une notion d'éthique et de justice. L'évolution internationale de ces dernières années a révélé des injustices profondes dans les rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Mme Karin Söder, alors ministre des Affaires étrangères de Suède, les a dénoncées lors d'une conférence internationale de juristes au Nigeria. «Pour le monde industrialisé, a-t-elle souligné, il s'agit d'une question morale autant que politique.»

La plupart des études concernant le tiers monde donnent des statistiques qui démontrent la nécessité de changements économiques profonds. Pratiquement aucune d'entre elles n'a traité des changements d'attitude qui seront nécessaires dans les pays industrialisés. Cela est ressorti clairement lors de la conférence de la Banque mondiale à Helsinki en 1982. Le ministre des Finances et des Affaires étrangères du Sri Lanka, Ronnie de Mel, était parmi ceux qui y ont exprimé la déception des pays sous-développés quant à la position fondamentale des pays riches.

L'établissement d'une nouvelle justice économique ne se fera pas par le seul moyen de mesures économiques. Elle exige aussi un changement dans l'attitude et les motivations des hommes. «Naïf et utopique», s'exclament certains qui estiment qu'on veut faire fi des réalités tangibles. On pourrait tout aussi bien retourner l'argument. L'utopie n'est-elle pas de s'attendre à ce qu'un nouvel équilibre puisse s'instaurer pacifiquement autrement que par un sursaut

de conscience chez les hommes? Une volonté de dépasser la défense de l'acquis devra constituer à l'avenir la base des mesures politiques et économiques.

Dans sa première lettre apostolique sur ce sujet, Jean-Paul II dénonçait déjà en 1979 le désordre global moral que constitue l'état de populations qui littéralement crèvent de misère alors que d'autres étouffent dans l'abondance. Il soulignait que l'ampleur du problème exige une restructuration de l'économie, des finances, de la valeur monétaire, de la production et du commerce dans le monde entier car, selon lui, les injustices héritées du passé ne pourront jamais être corrigées dans les structures actuelles. «La solidarité doit devenir le principe numéro un, a-t-il dit. Elle doit pénétrer le commerce mondial en vue d'une redistribution du contrôle des ressources.»

Il faut se souvenir aussi que les progrès apportés à l'humanité au cours des siècles ont le plus souvent pris leur essor chez des individus particuliers ou des minorités créatrices. Quelques hommes ont décelé un besoin. Ils ont eu la vision de ce qu'il fallait faire. Ils ont trouvé la force d'agir. Ils ont démarré un programme d'action, le plus souvent dans l'incertitude de son issue. Ils ont réussi lorsque leurs méthodes étaient cohérentes avec le but qu'ils s'étaient fixé, alors que des moyens indignes ont toujours miné à long terme les meilleures intentions.

La lutte que William Wilberforce menait à la fin du 17^e siècle au sein du parlement anglais pour abolir l'esclavage était au début celle d'un homme seul. Ce qu'il ambitionnait était considéré par les autres politiciens et par les fonctionnaires du Royaume, d'honorables chrétiens pour la plupart, comme tout à fait irréaliste. On le considérait étranger aux réalités économiques et victime d'un idéalisme utopique. Dans un discours virulent contre lui au parlement, l'honorable représentant de Liverpool le prévenait que «des sentiments humanitaires mal interprétés risquaient de devenir, en cette époque éclairée qui est la nôtre, un prétexte pour remettre en question le droit à la propriété». Le succès est pourtant venu après plus de vingt années de combat, lorsque la Chambre vota la loi d'abolition de l'esclavage. Wilberforce était un homme de grand talent. L'historien G.M. Trevelyan estime que s'il s'était investi

dans sa propre carrière, il aurait sans doute succédé à William Pitt comme premier ministre. Mais Wilberforce s'était donné d'autres objectifs. Dans son journal, il avait noté: «Le Tout-Puissant m'a désigné deux tâches, l'abolition de l'esclavage et la réforme des mœurs en Angleterre.» Ces buts, il les a atteints à un haut degré.

La force motrice de Wilberforce était un amour vivant de son prochain lié au respect de la valeur humaine. C'était le fruit d'une expérience personnelle profonde qui avait déplacé le centre de gravité de son existence.

La haine et l'amertume peuvent aussi libérer une force dynamique. C'est indéniable. Mais ce qui est tragique, c'est que ceux qui sont poussés par ces sentiments doivent souvent constater qu'ils finissent par miner leur œuvre. Leur attitude est pourtant plus honnête et plus cohérente que celle des simples spectateurs. Le monde est plein de spectateurs et de cyniques. Dans leur passivité, ils s'arrogent le droit de critiquer le jeu des forces qu'ils observent.

Aussi dangereux que les cyniques sont les experts qui délimitent à priori ce qui peut se passer et surtout ce qui ne se passera pas. Les énergies qu'une conviction peut libérer n'entrent pas dans leurs calculs et ils sont souvent aveugles aux sacrifices que les hommes sont prêts à faire pour un but qui soit valable.

La déclaration des droits de l'homme ratifiée par les Nations Unies le 10 décembre 1948 offre un bon point de départ. Aucune instance ne peut la repousser officiellement. Toute action – ou tout manque d'action – peut être évaluée en se servant d'elle comme mesure universelle. Ce n'est pas pour rien qu'on l'a appelée la *Magna Carta* de l'humanité. Il y est stipulé que tous les hommes naissent libres et égaux, qu'ils doivent agir entre eux dans un esprit de fraternité. Chaque individu a droit à un niveau de vie qui lui assure, à lui et à sa famille, le bien-être, la nourriture, le logement et les soins médicaux dont ils ont besoin.

Il y a un abîme entre la réalité d'aujourd'hui et cette résolution de l'ONU concernant l'égalité et les droits de l'homme. Mais c'est déjà une bonne chose qu'elle ait été ratifiée par la plupart des Etats et qu'elle proclame sans ambage que le problème est d'ordre moral.

Le concept de la dignité humaine a beaucoup d'aspects. Quand on aborde le sujet de la discrimination, on pense tout de suite à des hommes de couleur qui souffrent de l'oppression et à des prisonniers politiques. Mais dans les pays scandinaves, il existe aussi des cloisons entre les hommes. Nous créons volontiers des catégories d'individus selon leur origine, leur instruction, leur langue, leur religion. Ces distinctions expriment souvent une hiérarchie dans la valeur qu'on confère aux individus. C'est une forme d'apartheid tout aussi pernicieuse que celle que nous condamnons dans certains pays.

Les gouvernants ne pourront jamais éliminer complètement la discrimination entre les hommes. En limiter les effets, oui, mais pas en extirper les racines. «Aucune loi ne peut tuer l'apartheid sans que celui-ci ne meure dans l'esprit de l'homme», a dit une fois un ministre africain. Si nous n'acceptons pas la valeur humaine comme valeur absolue, indépendamment de la personne en cause, nous sommes complices du même phénomène qui a conduit un jour au nazisme.

La résolution des Nations Unies sur un nouvel ordre économique international est à l'égal de la Déclaration des droits de l'homme. C'est un devoir public que d'éliminer les injustices actuelles et d'abolir les différences entre riches et pauvres.

Sans doute, certains milieux cherchent-ils à exploiter le débat sur ce nouvel ordre économique comme un forum pour faire avancer leur propre politique. D'ici à le balayer comme un rideau de fumée qui servirait à cacher le jeu de ceux qui veulent répandre l'idéologie communiste dans le tiers monde, il y a un pas que je me refuse à franchir. Au Japon, quelques politiciens ont appelé le nouvel ordre économique une proclamation politique vide de sens. Aux Etats-Unis, on a craint qu'il ait pour conséquence de diminuer l'influence américaine sur des questions qui touchent à leurs intérêts vitaux. Le président Reagan lui-même était plutôt opposé à l'idée que se tiennent à Mexico en 1981 des pourparlers globaux sur la redistribution du contrôle de l'énergie mondiale. Quant aux pays socialistes de l'Est européen, ils ont sans cesse répété que les besoins du tiers monde ne les concernaient pas, car ceux-ci ne regardaient que les anciennes puissances colonisatrices.

La plupart de ces arguments et de ces accusations éludent la vraie question de la solidarité humaine nécessaire aujourd'hui envers ceux qui vivent dans une misère absolue. Des pactes et des projets sont nécessaires à l'échelle mondiale parce que le problème a une telle ampleur que des initiatives excellentes, mais limitées, ne suffisent pas. Il faut donc susciter, au niveau des gouvernements, une volonté politique qui puisse s'appuyer sur un changement de mentalité dans les populations.

Des résolutions ne suffisent pas à déterminer la motivation et la volonté intérieures des individus. Il revient à chacun de décider pour lui-même. C'est pourquoi, le chemin conduisant à une nouvelle justice économique et sociale dans le monde est comme l'arche d'un pont reliant l'individu à la collectivité humaine.

Les chapitres qui suivent essaieront de concrétiser l'image esquissée ici. Ils chercheront aussi à montrer les possibilités qui s'offrent à celui qui veut faire un effort et qui est prêt, dans sa propre vie, à payer le prix de la fraternité et de la révolution du cœur.

2. Le tiers monde en point de mire

On prévoit que près d'un milliard d'enfants naîtront d'ici à l'an 2000, la grande majorité dans les pays sous-développés et un pourcentage important dans des régions totalement démunies. Apporter de la nourriture à tous ces êtres semble une tâche impossible. Les progrès dans ce domaine n'ont pas été jusqu'ici très encourageants même s'il serait injuste de parler d'échec total. L'avenir est pourtant incertain. La part des pays sous-développés dans l'exportation mondiale ne cesse de baisser. Le fossé entre pays riches et pays pauvres continue à se creuser. Selon le rapport de la Banque mondiale de 1987, le nombre des pauvres en Afrique s'accroîtra de 70% d'ici à la fin du siècle.

Archibald Mackenzie, qui collabora avec la Commission Brandt et qui fut aussi délégué de la Grande-Bretagne à l'ONU pour les affaires économique et sociales, a bien exprimé quelle sera la question primordiale que la diplomatie internationale devra affronter dans les décennies à venir. A ses yeux, elle touche au nouveau statut qui règlera les rapports entre pays riches et pauvres, au nouvel équilibre qu'il faudra instaurer dans le monde. Certains ne voient dans un tel effort qu'une tentative de renverser le pouvoir des riches et de faire couler l'argent de leurs poches. En réalité, les pays riches ont tout autant besoin de ce nouvel équilibre que les pays pauvres.

Mackenzie parle d'une rencontre au sommet à Downing Street, la résidence du premier ministre britannique, où la question avait pris un tournant décisif. Les dirigeants des pays riches étaient

arrivés, chargés de leurs problèmes économiques. La logique de leur analyse les avait cependant amenés à la conclusion qu'ils n'avaient aucune chance de résoudre leurs propres situations sans une moralisation des relations économiques dans le monde entier. La résolution officielle donna bien la priorité aux problèmes de l'inflation et du chômage, mais les propositions concrètes pour y arriver concernaient une amélioration des rapports entre pays riches et pays pauvres.

Le dialogue nord-sud a beaucoup souffert d'une mentalité répandue dans le tiers monde qui tendait à faire augmenter les prestations par des exigences toujours accrues. Le rapport de la Commission Brandt constate cependant que la dépendance entre les deux groupes est réciproque. Une solution satisfaisante est une condition de survie pour les uns et pour les autres. Le rapport ne se présente donc pas comme une étude de la situation des pays dans le besoin, mais propose plutôt un programme réaliste de survie aussi bien pour le monde riche que pour le monde pauvre. Au cours de l'hiver 1983, la Commission a complété son rapport par un nouveau document qui est révélateur des mécanismes de dépendance à voie unique qui existent entre nations et des conséquences néfastes qu'ils ont dans le monde d'aujourd'hui.

Le moment est venu de résumer quelques unes des questions centrales qui sont communément liées à la notion d'un nouvel ordre économique, sans pour autant qu'on puisse en donner une définition générale:

- Le droit pour chaque pays de décider de l'utilisation de ses ressources naturelles.
- Un droit de regard et de contrôle sur les activités des entreprises étrangères, y compris les multinationales.
- La diversification de la production dans les pays qui n'ont qu'un seul produit à exporter.
- Une industrialisation qui devrait permettre aux pays en voie de développement d'atteindre au moins un quart de la capacité industrielle mondiale. Aujourd'hui elle n'en représente que le dixième.

- La libre circulation des produits vers les marchés des pays industrialisés.
- La stabilisation des prix des matières premières.
- Une amélioration de la capacité de concurrence des produits naturels face aux produits synthétiques.
- La modernisation de l'agriculture.
- L'arrêt du gaspillage des ressources naturelles, en particulier des denrées alimentaires.
- Une réforme du système du Fonds monétaire international.
- L'intensification d'une collaboration bilatérale entre pays en voie de développement.
- L'augmentation de l'aide au tiers monde sans conditions, ni politiques, ni militaires.
- Des accords sur ce qui est considéré comme patrimoine commun à toute l'humanité comme, par exemple, les ressources minérales des fonds marins.

Toutes ces questions dépassent les domaines de l'économie, de l'industrialisation et de l'aide proprement dite. Un nouvel équilibre économique implique un processus de pensée nouveau qui doit toucher autant les classes aisées du monde occidental que les dirigeants du tiers monde.

Un argument fondamental des pays du tiers monde touche au fait que les prix d'exportation de leurs matières premières n'ont cessé de se dégrader face aux produits manufacturés qu'ils doivent importer. Le gouverneur Anna Abdallah de Tanzanie avait illustré cette évolution lors d'une visite en Scandinavie en 1981 : «En 1966, nous pouvions acheter un tracteur avec 14 tonnes de sisal. Dix ans plus tard, il fallait 26 tonnes. Aujourd'hui 46.»

L'offensive des pays pétroliers de l'OPEP en 1974 a éveillé de grands espoirs. D'autres pays exportateurs de produits bruts ont rêvé d'actions similaires. On a planifié des cartels, lancé des initiatives. Ils ont dans leur ensemble échoué. L'augmentation des prix a eu comme conséquence des contre-mesures de la part des pays acheteurs. On a découvert des substituts meilleur marché à certai-

nes matières, réduisant parfois de façon permanente la demande du produit original. La stratégie du cartel peut donc avoir des répercussions négatives, les pays industrialisés étant eux-mêmes de grands producteurs de certaines denrées de base.

Les fluctuations sur le marché mondial ont parfois fait baisser les prix des produits bruts en dessous du coût de production. L'amertume que cela a provoqué dans les pays exportateurs est compréhensible. Beaucoup de pays africains ne dépendent que d'un seul produit d'exportation. C'est pourquoi on a proposé il y a longtemps déjà la création d'un fonds commun pour la stabilisation des prix des matières premières. Les premiers effets se sont faits sentir lors de la conférence de Lomé en 1975, où l'on a sérieusement cherché à garantir aux pays en voie de développement un bénéfice équitable sur la vente de produits qui sont souvent pour eux l'unique source de leurs revenus. La conférence de Lomé a marqué ainsi une étape car elle a été une des premières où l'idée d'une collaboration entre pays industrialisés et pays en voie de développement a pris une forme concrète.

De la conférence de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement), réunie à Manille en 1979, on a pu rapporter d'autres signes d'espoir. A la suite des pressions exercées depuis longtemps par le groupe des pays les moins développés, on a signé un accord établissant un fonds commun de produits bruts et stabilisant les prix. L'année suivante, on a fait un pas supplémentaire quand plus de cent pays ont ratifié une résolution commune. Un nouvel accord de Lomé est ainsi entré en vigueur, liant la Communauté européenne et une soixantaine de pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique. Ceux-ci se plaignent cependant encore que les fonds prévus sont trop restreints pour maintenir la stabilisation en période de crise.

Dans les pays industrialisés, certains ont considéré le fonds des produits bruts comme une œuvre de charité, c'est à dire avec un certain scepticisme. Ce n'était pas l'avis de Claude Cheysson. Quand il était ministre français des Affaires étrangères, il avait déclaré sans équivoque que les pays en voie de développement devaient être aidés afin qu'ils puissent importer davantage de marchandises des pays industrialisés. Le monde occidental aura à long

terme grand besoin du marché des pays sous-développés. L'utilité d'un accord est donc réciproque, et pas seulement du point de vue économique. Preuve en est que les Etats-Unis, tout comme l'Union Soviétique, donnent davantage d'aide aux pays dont ils veulent soutenir la politique.

A l'encontre de cette thèse, des milieux économiques craignent une vague d'importations de produits manufacturés bon marché. La question a déchaîné les passions lors des rencontres du GATT à Genève. On y a débattu d'une concurrence potentielle qui pourrait signer l'arrêt de mort de certains secteurs industriels. A vrai dire, il y a des branches de l'industrie qui sont condamnées à disparaître dans nos pays et il est très probable qu'avec le temps nous devons nous adapter à un changement profond de la géographie industrielle.

Pour essayer d'y voir clair, posons les véritables données du problème. Le tiers monde est importateur à un degré écrasant. 90% de la capacité totale de production se trouve dans les pays industrialisés. Pendant les années 70, le groupe de l'OCDE, soit essentiellement l'Europe de l'Ouest, le Japon et l'Amérique du Nord, a vendu trois fois plus de marchandises vers les pays sous-développés qu'il ne leur a acheté de produits. On est donc loin du compte et la suprématie démesurée des pays riches continue de s'accroître.

Les pays sous-développés essaient d'utiliser tout forum qui leur est offert pour faire entendre leur voix. La CNUCED a ainsi permis au monde pauvre d'exprimer librement son impatience trop longtemps contenue. Malgré les conflits locaux et la méfiance qui existe entre dirigeants de ces pays, leur unité dans ce combat et leur détermination à contraindre les pays industrialisés à des mesures de compromis plus concrètes ne laissent aucun doute.

La crise pétrolière de 1973/74 fut le premier événement qui secoua le monde et le contraignit à prendre position. A l'ONU, le ton monta. Certains délégués des pays occidentaux reconnurent les griefs qui leur étaient faits, mais ils se sont montrés incapables d'influencer la politique de leurs pays de façon décisive.

A l'avenir, on peut s'attendre à recevoir des brassées d'épines encore plus acérées, tant que les mesures proposées ne seront pas jugées suffisantes. Aujourd'hui que les secousses provoquées par

le marché pétrolier sont à peu près résorbées, c'est le problème enflammé de la dette qui menace de provoquer des remous.

Mahbub ul-Haq, chef de la planification à la Banque mondiale, a regretté que les pays sous-développés aient tout de suite voulu exiger un nouvel ordre économique au lieu de le présenter comme un besoin commun. Ils ont ainsi suscité de l'antagonisme inutilement. Il faut toutefois reconnaître que toute demande courtoise a été comme une mélodie résonnant à de sourdes oreilles.

Parmi ceux qui ont donné vigoureusement de la voix, il y a le *Groupe des 77*. C'est une association de pays qui compte quelque 120 membres. Réservée aux pays en voie de développement, elle vise à faire valoir leurs exigences vers l'extérieur. Le groupe essaie de faire avancer sa cause par les supplications et les menaces. Son appel s'adresse à l'Est comme à l'Ouest. Le président Nyerere de Tanzanie a résumé l'optique de ses membres quand il a constaté en 1977, à Arusha, que le dialogue mené jusqu'alors n'avait pas réussi à changer les structures du pouvoir. L'exposé de Nyerere touchait au cœur du problème et il est symptomatique du genre de discours qu'on va continuer à entendre de la part des dirigeants du tiers monde.

Dans le monde entier, on constate que les gens pauvres désirent être traités comme des êtres humains et non comme des cas qui font problème. Pourquoi tant de résolutions, parties de bons sentiments, ont-elles abouti à des résultats si humiliants? Le pauvre, comme le riche, a sa fierté. On doit le traiter avec respect même si la pauvreté peut le contraindre à avaler son orgueil. Celui qui n'a rien aspire à pouvoir monnayer la marche de son progrès avec son travail et son argent.

L'écart s'agrandit-il?

Baucoup d'informations nous parviennent du tiers monde. Il n'y a donc pas de raison d'en décrire la situation en détail. Il nous suffira de rappeler ici quelques faits du passé récent. Si les chiffres varient selon les sources, l'ordre de grandeur exprime un langage

unanime. Malheureusement les statistiques ne suffisent pas à éveiller les hommes à l'action. Des moyens plus forts sont nécessaires.

A la conférence de la FAO, l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'est tenue à Rome en 1979, le directeur général, Edouard Saouma, a attiré l'attention des représentants des cent cinquante gouvernements présents sur le fait que les pays sous-développés ne sont pas maîtres de leur destin. Il a souligné que les pays industrialisés ne pouvaient pas repousser la responsabilité de la pauvreté du tiers monde sur les détenteurs du pouvoir dans ces pays en les accusant de s'opposer à des réformes internes. La responsabilité de ce que presque un milliard d'êtres humains vivent au-dessous du minimum vital incombe aux pays industrialisés. De grandes nations qui donnent le ton continuent pourtant à prétendre le contraire. Pendant la rencontre du Fonds monétaire international, en automne 1982 à Toronto, on a ainsi entendu dire que les symptômes de la crise dans l'économie mondiale ne provenaient pas de la mauvaise volonté des pays industrialisés, mais des programmes trop ambitieux des pays sous-développés et de leur incapacité à s'adapter à la réalité.

La grande controverse a éclaté pendant la conférence de la CNUCED à Belgrade en 1983. Les pays sous-développés y ont exprimé leur amertume devant le protectionnisme et les barrières à l'importation qu'érigaient les pays industrialisés. L'Occident a souligné tout ce qu'il avait déjà fait et a proclamé qu'il ne pouvait pas négliger ses propres intérêts légitimes. La Banque mondiale a pourtant démontré que le protectionnisme, même s'il est compréhensible du point de vue des pays respectifs, se retourne fatalement un jour contre ceux qui en usent.

Lors d'une conférence qui se tenait en Suisse pour des industriels du monde entier, un chef de file de l'industrie allemande soulignait que la crise et le chômage devraient avoir la priorité en Allemagne et que la question du tiers monde devait attendre. A cela, un politicien africain a répondu que son peuple serait tout disposé à accueillir «une crise allemande» chez lui.

Certes, on ne peut pas prendre à la légère les problèmes de l'Europe occidentale avec ses vingt millions de chômeurs. Mais, dès

qu'il y a une certaine aggravation de la situation dans nos pays, nous sommes prêts à mettre la question du tiers monde à l'arrière-plan.

La population des vingt pays les plus riches est en moyenne vingt fois plus riche que celle des vingt pays les plus pauvres. Un quart de la population mondiale habite dans ces derniers. Tout en bas de l'échelle, il y a les pays dont le produit national brut par habitant est au-dessous de 200 dollars par an. Un bon nombre d'entre eux ont une croissance négative. 20% des habitants de la terre doivent se contenter de moins de 2% du revenu mondial. A titre de comparaison avec ces chiffres, la consommation moyenne de tabac de l'ouvrier allemand se monte à 120 dollars par an.

Ces statistiques ne donnent pas l'image des véritables conditions d'existence des gens. En Inde, on trouve des districts développés, avec une industrie avancée, alors que d'autres parties du pays vivent dans la misère la plus profonde. Près de la moitié de la population agricole indienne est au-dessous de ce qui est considéré comme le seuil de subsistance. Pourtant, selon l'échelle du produit national brut (PNB), une douzaine de pays se trouvent encore plus bas que l'Inde. Ayons donc recours aux chiffres du PNB pour établir quelques comparaisons.

Les pays les plus pauvres se trouvent en Asie avec, tout en bas, le Bhoutan, le Laos, le Bangladesh et le Népal. Une série de pays d'Afrique, tels le Tchad, l'Ethiopie, la Guinée-Bissau, ne sont pas dans une meilleure situation. Après la crise pétrolière, le rythme de croissance des pays industrialisés a commencé à diminuer, alors qu'il a lentement augmenté dans certains pays sous-développés, surtout en Asie. Mais les statistiques sont souvent fallacieuses.

En réalité le Sud, notamment l'Afrique, traîne de plus en plus en arrière et le monde pauvre dans son ensemble a beaucoup plus souffert de la récession que le monde industrialisé. «Qu'un homme soit tué à la guerre, ou qu'il soit condamné à mourir par l'indifférence des autres, ne fait pas grande différence», a dit un jour Willy Brandt devant l'Assemblée générale de l'ONU. La seule connaissance que de grands nombres de nos semblables vivent dans la misère et en meurent devrait nous dispenser de discourir

sur des statistiques. Une injustice fondamentale règne dans un système qui permet que cela continue année après année.

D'aucuns ont avancé des arguments solides pour qu'on s'attaque à la pauvreté en développant en priorité l'agriculture. Si on n'arrive pas à assurer des conditions d'existence supportables aux habitants des villages, il est impossible de freiner l'exode vers les villes. Le président Nyerere en particulier a essayé de convaincre des pays industrialisés de donner la priorité aux régions agricoles. De son côté, Robert McNamara a modifié son point de vue au cours de ses nombreux voyages comme président de la Banque mondiale. Il s'était convaincu que l'agriculture devait avoir la priorité.

La misère des bidonvilles d'Asie et d'Afrique est criante. Par contre, un touriste qui fait un voyage rapide à travers la campagne, peut en retirer une impression idyllique. Il ne voit pas la réalité qui se cache derrière des huttes pittoresques. Le fardeau du travail des femmes par exemple. Celles qui travaillent dans l'agriculture font facilement des journées de quinze heures.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) démontre que la production alimentaire croît plus lentement que la population dans plus de la moitié des pays sous-développés. De son côté, Edouard Saouma, directeur général de la FAO, constate que la situation des 150 millions d'Africains au début des années 80 était pire que pendant la période de sécheresse 1973-74. «Si nous ne les aidons pas, dit-il, ils mourront petit à petit, silencieusement.» Lors d'une visite en Finlande, il exprimait son inquiétude concernant l'aide financière à l'OMS, qui a perdu une partie de ses ressources. Certes, on compte que la production alimentaire mondiale doublera d'ici à l'an 2000, mais la croissance est inégalement répartie. La grande part restera au profit des pays industrialisés alors que les sans-terre des campagnes du tiers monde et les habitants des bidonvilles seront toujours désavantagés. Dans le Sud-Est asiatique et dans d'autres régions d'Asie, on ne prévoit aucune amélioration.

Avec une certaine arrogance, nous autres Scandinaves sommes enclins à mettre la misère du tiers monde sur le compte de la démographie. Le professeur finlandais U.B. Lindström a montré que

ce n'est pas l'explosion de la population des pays sous-développés qui constitue le véritable danger, mais l'explosion de la consommation des pays industrialisés. En effet, si ceux-ci font doubler leur niveau de vie, ils épuisent six fois plus les ressources de la planète que le dédoublement de la population du tiers monde.

Une autre étude prouve que la croissance de la population est une conséquence de la misère et non sa cause. La pauvreté encourage les grandes familles, car on espère qu'au moins un fils aura la chance de survivre et de s'occuper de ses parents quand ils seront âgés. Il s'agit d'une sorte d'assurance-vie. N'empêche que la croissance de la population doit être freinée. Or on constate que quand le niveau de vie s'élève, le nombre d'enfants diminue. Autrefois, les pronostics concernant le Japon prévoyaient une explosion démographique; aujourd'hui, la croissance s'est presque arrêtée.

A l'échelle mondiale, les prévisions les plus optimistes parlent d'une croissance zéro dans une cinquantaine d'années. A ce moment-là, la population mondiale aurait atteint un seuil stable de quelque dix milliards de personnes.

D'ici à l'an 2000, la population du globe devrait atteindre la barre des six milliards. C'est dans le tiers monde, et surtout dans ses bidonvilles, que la croissance sera la plus forte. Sao Paulo compte chaque année 200 000 habitants supplémentaires. A la fin du siècle, la population des villes aura dépassé celle que comptait toute la planète en 1960. Selon la Banque mondiale, il y aura alors 40 villes de plus de 10 millions d'habitants, Mexico atteignant 30 millions.

Alors que la population globale se sera multipliée par quatre pendant la deuxième moitié du 20^e siècle, celle des villes se sera multipliée par 13. Ceci ne manquera pas de conduire à de nouveaux conflits, car un prolétariat urbain croissant est un terrain propice à la violence.

Un milliard d'hommes ne reçoivent aucune assistance médicale. Il faut compter avec autant d'analphabètes. Malgré tous les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement, la moitié des enfants africains ne recevront aucune instruction pendant les dix prochaines années au moins. 500 millions d'hommes n'ont aucune forme de travail pour assurer un revenu à leur famille. Selon le Bureau international du Travail (BIT) le nombre des chômeurs

complets ou partiels atteindra le chiffre astronomique de un milliard avant la fin du siècle.

Tant que se poursuivent les relations économiques actuelles, l'écart s'agrandira de plus en plus. Quand un homme ne trouve pas de possibilité d'emploi, le désespoir le guette. Non seulement par manque de revenus matériels mais par manque de dignité, par sentiment d'inutilité. Des primes compensatoires ne remplaceront jamais ce que seul le travail peut offrir.

L'exode de la main d'œuvre qualifiée est un autre problème difficile à résoudre. Dans certains cas, elle provient du manque d'offres d'emplois correspondant aux capacités disponibles. Ainsi, ce sont souvent des professionnels qualifiés qui quittent leur pays pour chercher des postes plus lucratifs à l'étranger. Pendant les années 70, la moitié des médecins pakistanais ont ainsi quitté leur pays. Une partie des ingénieurs de l'Inde a un comportement analogue. Le président égyptien déclarait à Genève en 1983 que les pays sous-développés auraient le droit de recevoir un dédommagement pour cet exode des cerveaux.

L'exil de la main d'œuvre qualifiée ne pourrait être utile au tiers monde que si elle retournait au pays avec l'expérience acquise à l'étranger. On voit bien qu'on touche là aux buts et aux motivations des individus.

La demande d'énergie incite souvent à l'industrialisation. L'amélioration du niveau de vie engendre un besoin accru d'énergie. Un Américain consomme 300 fois plus d'énergie qu'un Ethiopien. Mais la hausse énorme des prix du pétrole dans les années 70 a anéanti les timides progrès qui avaient été accomplis pendant les années précédentes dans certains pays en voie de développement. Les pays les plus pauvres ont une fois encore été les plus touchés. Prenons la Zambie, par exemple. Elle dépend entièrement de ses exportations de cuivre. Quand le prix du cuivre a baissé de moitié, celui du pétrole s'est multiplié. La Zambie a dû emprunter pour acheter les biens de première nécessité, des engrais et du pétrole. Ensuite, il a fallu emprunter à nouveau pour payer les intérêts de la dette. Et comme sur les marchés financiers il n'y avait pas de pénurie grâce à l'afflux de devises provoqué par le choc pétrolier, la tentation d'emprunter plus que nécessaire était devenue grande.

La dette des pays sous-développés importateurs de pétrole atteint aujourd'hui le double du revenu de leurs exportations globales. Les intérêts mangent à eux seuls un dixième de toutes les recettes. En plus, l'inflation de ces pays est plus forte que celle des pays industrialisés. Des pays qui n'ont pas de pétrole sont ainsi contraints de diminuer leurs importations, ce qui va à l'encontre du programme d'industrialisation qui leur permettrait un redémarrage. C'est un cycle infernal qu'il semble difficile de rompre.

Les pays pétroliers ont littéralement épuisé la réserve en dollars des pays véritablement sous-développés. Il y a dix ans, le Costa Rica achetait un baril de pétrole pour 28 kg de bananes. Aujourd'hui, il doit en vendre 420 kg pour le même baril. L'ironie de la situation est que les pays de l'OPEP s'attendaient à ce que les pays du tiers monde leur assurent une loyauté de principe dans leur politique de confrontation avec l'Occident.

Quand le prix du pétrole a augmenté, les pays producteurs ont utilisé le surplus de bénéfices à de grands achats et à des investissements dans les pays de l'OCDE (Europe occidentale, Amérique du Nord et Japon). Ceux-ci devaient payer le pétrole plus cher, mais ils ont pu compenser cela en augmentant petit à petit le prix de leurs exportations. La hausse du pétrole a été répercutée et les pays sous-développés ont été doublement pénalisés. Pour pouvoir poursuivre leur programme d'industrialisation, ils avaient besoin aussi bien de pétrole de l'OPEP que de produits manufacturés de l'OCDE, aux prix majorés par les uns et par les autres. Ils ne pouvaient assurer leur approvisionnement qu'en augmentant massivement leur endettement. La baisse du prix du pétrole intervenue ces dernières années n'a pas sensiblement amélioré leur situation.

Le système est inexorable. Les pays sous-développés s'endettent de plus en plus. Aujourd'hui, la limite est atteinte et le système pourrait basculer. Ce sont au premier chef les pays les plus pauvres qui pâtissent le plus. Ils deviennent entièrement dépendants des décisions du Fonds monétaire international. Ils trouvent que les conditions du Fonds sont beaucoup trop dures, mais ils n'ont pas le choix.

Le directeur général du Bureau International du Travail (BIT), Francis Blanchard, a constaté lors d'une conférence industrielle

qui se tenait à Caux, en Suisse, que la situation est arrivée au point où le flux d'argent ne se fait plus du Nord vers le Sud mais du Sud vers le Nord. A son avis, les conséquences pourraient devenir incontrôlables si l'on ne parvient pas à s'entendre sur un plan de remboursement acceptable.

Les statistiques économiques des pays de l'OCDE montrent qu'ils sont à leur tour dépendants des exportations continues qu'ils font vers les pays sous-développés pour pouvoir maintenir leur production industrielle et par là enrayer le chômage. Si le pouvoir d'achat des pays sous-développés se réduit, les pays de l'OCDE en pâtissent à leur tour. Ils sont alors confrontés par cette alternative: aide au tiers monde ou récession. La première proposition est clairement la meilleure. Elle est conséquente du point de vue purement économique. Elle l'est tout autant du point de vue éthique.

L'implantation d'industries dans les pays sous-développés a souvent coûté démesurément cher. Les coûts des installations et de la maintenance ont, dans bien des cas, dépassé la valeur du rendement. Certains projets sont sains alors que d'autres sont dictés par des objectifs politiques plutôt qu'économiques. On a voulu utiliser une technologie, empruntée à l'Occident, qui se base d'emblée sur l'automatisation au lieu de s'adapter au contexte local. Le prix de revient d'une place de travail est ainsi démesurément élevé. Francis Blanchard, soulignait que l'accès aux capitaux continuera à y être trop limité pour permettre de créer des postes de travail par des techniques onéreuses. Il faut 50 mille dollars pour créer un seul poste de travail dans un pays industrialisé. Il est déraisonnable de vouloir résoudre le chômage selon les mêmes critères dans les pays en voie de développement. Cela saute aux yeux quand on sait qu'en Afrique, par exemple, seule la moitié de la population adulte a du travail rémunéré!

Dans une conférence qu'il donnait à l'Ecole polytechnique d'Helsinki devant des représentants du monde du travail, le professeur Niilo Ryti parlait des relations de l'industrie finlandaise avec le tiers monde. «Les fonctionnaires des pays sous-développés sont en mesure d'évaluer les coûts d'investissement, disait-il, mais ils n'ont pas les éléments pour mesurer ce qu'impliquera le maintien d'une

fabrique une fois celle-ci construite.» L'objectif d'un constructeur de machines étant de fournir les installations et de vendre ses produits, il n'offre aucune étude critique sur la suite des événements. Il quitte la scène quand la fabrique fonctionne, laissant son client se débattre dans ses problèmes. Les vues de Ryti méritent qu'on les mentionne ici, mais gardons-nous de généralisations qui condamneraient d'un seul bloc l'engagement de notre pays dans le tiers monde.

Un pays sous-développé se met à douter des motivations du vendeur quand il s'agit par exemple d'équipement d'usine. Comment l'acheteur peut-il savoir si le vendeur lui offre la meilleure solution possible ou celle qui est à son propre avantage? Il s'agit avant tout d'une question de confiance. Un projet qui avait été sérieusement envisagé il y a quelques années par une société nationale d'un pays du tiers monde et une entreprise industrielle nordique montre bien quel est le nœud du problème. Les partenaires avaient toutes les compétences nécessaires du point de vue technique. Pourtant l'accord est allé à vau-l'eau. Pourquoi? Parce que les délégués du pays sous-développé étaient méfiants et qu'en effet les représentants de l'autre partie n'avaient pas mis toutes les cartes sur table quant au rendement réel du projet. C'était plus qu'il n'en fallait pour ériger un mur infranchissable.

Lors d'une conférence internationale de conseillers industriels à Nairobi, un industriel nigerian accusait les sociétés-conseil européennes de vouloir faire des profits aux dépens des pays où elles travaillent. Selon lui, pendant les années de récession, les entreprises-conseil s'étaient ruées sur l'Afrique non pour offrir leur savoir-faire aux Africains mais uniquement pour tenter de revitaliser leurs propres affaires. Peut-être exagérait-il, mais je ne crois pas que ce qu'il avançait était totalement infondé.

La confiance qu'on suscite chez son partenaire dépend directement de nos véritables mobiles et ceux-ci ne peuvent rester cachés très longtemps.

En Occident, les grandes entreprises doivent compter avec les coûts croissants de la protection de l'environnement. C'est pourquoi, elles recherchent parfois fébrilement des endroits où l'environnement est considéré comme une ressource naturelle gratuite.

L'industrie japonaise vise le Sud-Est asiatique, les Etats-Unis l'Amérique centrale. Une entreprise multinationale dont le seul vrai mobile est un rendement le plus élevé possible aura de la peine à se conformer aux besoins particuliers, mais essentiels, des pays où elle travaille. Malheureusement, les agissements impitoyables de certaines entreprises ont vite fait de jeter le discrédit sur toutes les multinationales.

Frederik Philips, l'ancien président de la maison Philips, parle lui du dilemme devant lequel ces mêmes multinationales sont placées lorsque les pays sous-développés exigent une technologie pour des raisons de prestige et non selon leurs véritables besoins. Rashmi Mayur, le délégué indien à la Conférence sur la technologie à Vienne en 1979, a fait état de la même préoccupation. Selon lui, les pays sous-développés n'ont pas besoin d'une technologie plus avancée que celle qui leur est déjà accessible et qui a déjà en principe suffi à leur assurer la nourriture, le logement et les autres nécessités vitales. Le débat est pourtant vite sorti du domaine technique. La majorité des délégués des pays sous-développés à cette même conférence étaient d'un autre avis. Pourquoi, disaient-ils, le monde industrialisé qui maintient son niveau de vie grâce à une haute technologie devrait-il décourager les pays moins développés de miser sur ces mêmes techniques?

Quant au secrétaire du Commonwealth britannique, Shridath Ramphal, il voit les choses sous un autre angle. Il estime que les pays du tiers monde doivent rompre une barrière psychologique et acquérir la confiance qu'ils seront capables de venir à bout de leurs problèmes par leurs propres capacités.

Selon les recommandations de l'ONU, l'aide au tiers monde doit atteindre au moins le 0,7% du produit national brut. La Banque mondiale, elle, calcule qu'il faut un minimum de 0,81% pour que les pays sous-développés aient une toute petite chance d'amélioration. Ce modeste pourcentage est pourtant bien au-delà de ce que la plupart des pays occidentaux estiment pouvoir donner aujourd'hui.

Un institut français a effectué un sondage dans quatre pays industrialisés, la France, les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne fédérale, pour avoir une image de leur attitude envers cette aide. A la question: «Etes-vous prêts à consentir des sacrifices personnels

pour les pays sous-développés?» la majorité des personnes interrogées ont répondu par la négative.

A la séance d'automne de la Banque mondiale à Washington en 1980, Robert McNamara a stigmatisé les grandes nations industrielles pour leur indifférence. «C'est un affront patent à la valeur humaine», dit-il. Il estimait «déhonorante» la part de 0,2% que les Etats-Unis réservaient au tiers monde. Quand il quitta son poste de président de la Banque, il consacra aux pays pauvres l'essentiel de son discours d'adieux.

L'administration Reagan ne voyait pas d'un très bon œil les prises de position tranchées de McNamara. Il faut reconnaître qu'une des raisons pour lesquelles l'Amérique s'est sentie si peu concernée par la situation du tiers monde vient de ce que son économie n'est pas aussi dépendante du commerce international que celle de l'Europe.

La Suède est en droit de ressentir une certaine satisfaction car son aide est relativement élevée. Certains Suédois soulignent cependant que leur pays s'endette toujours davantage et qu'on l'oublie trop facilement. Ils prétendent que la Suède ne renonce à rien et qu'elle est généreuse au dépens des générations futures. Elle a pourtant montré l'exemple parmi les pays nordiques en étant la première à effacer la dette de certains pays.

Comparée à celle des autres pays scandinaves, l'aide de la Finlande se situe lamentablement en dernière position. En dépit de toutes les proclamations officielles, ses prestations n'ont guère amélioré sa réputation. L'opinion a pourtant évolué dans de larges couches de la population qui réclame de plus en plus une nouvelle attitude chez les politiciens. *Le Mouvement des pourcentages*, qui se bat en faveur d'un engagement individuel de consacrer 1% de son revenu brut à l'aide au tiers monde, et l'opinion des plus jeunes ont accéléré le changement. A la conférence de la CNUCED en 1983, le ministre finlandais du Commerce extérieur, a promis un engagement accru. Cependant, sans une pression continue de divers cercles de citoyens, on ne peut guère s'attendre à des changements spectaculaires.

La Banque mondiale, dans son rapport de 1981, considérait l'aide au tiers monde avec un pessimisme amer. En Europe, nous

devons bien sûr évaluer les conséquences qu'une aide accrue aurait sur notre économie, mais il faut aussi calculer ce que cela coûtera de ne pas accorder cette aide, en tenant compte par exemple des répercussions sur le marché de l'emploi. Selon certaines statistiques, les pays de la Communauté européenne auraient 3 millions de chômeurs en plus s'ils avaient renoncé à leurs engagements envers le tiers monde.

Le prix Nobel Jan Tinbergen estime que le plus grand obstacle au développement des pays sous-développés est le réarmement militaire. 1000 milliards de dollars y sont consacrés chaque année, soit vingt fois plus que toute l'aide officielle aux pays en voie de développement. Cette somme correspond aussi à la moitié du produit total brut de la partie la plus pauvre de l'humanité. La moitié de la main d'œuvre technique et scientifique du monde entier est employée à des fins militaires.

Les pays sous-développés se sont eux aussi laissés entraîner au surarmement, dans le domaine conventionnel autant que nucléaire. Aujourd'hui, près de vingt pays possèdent la bombe atomique. On compte que 30 pays rejoindront le *club atomique* au cours des années 90. Que des nations archi-pauvres, comme le Pakistan par exemple, se sentent obligées de dépenser des millions pour acquérir l'arme nucléaire a un aspect tragique. Ont-elles peur de leurs voisins? Ou les pays sous-développés veulent-ils s'assurer des moyens de pression pour le jour où ils auraient l'impression que les mesures économiques habituelles n'ont rien fait pour les sortir de l'ornière? Indira Gandhi, quand elle était premier ministre de l'Inde, avait prévenu les participants de la rencontre au sommet de Williamsburg en 1983 que l'écart entre pays industrialisés et pays en voie de développement pourrait un jour mettre en péril la paix du monde.

L'armement militaire augmente la misère tout en réduisant la sécurité. Le tiers monde souffre à la fois de pauvreté et d'instabilité mais son poids est insignifiant dans le débat sur le désarmement.

Comble de malheur, les pays pauvres sont souvent ceux qui subissent les grandes catastrophes naturelles. Au Bangladesh, les paysans voient leurs cultures anéanties par les inondations. Ailleurs, c'est le manque d'eau qui provoque des situations tout aussi

précaires. Quelque deux milliards d'êtres humains manquent d'eau potable et ménagère.

Cinquante millions d'hommes sont menacés de mort à cause de l'avance des déserts. Dans la zone du Sahel, le désert a conquis une superficie deux fois grande comme la Finlande pendant le dernier demi-siècle. Il y a dix ans, la sécheresse au Sahel a coûté la vie à un quart de million d'hommes et le danger est grand que cela se reproduise. Les zones de sécheresse avancent sur quatre continents. L'abattage de la forêt pour les besoins en bois de chauffage est une des causes de ce désastre. Près de la moitié des forêts tropicales ont ainsi disparu depuis le début du 19^e siècle.

A cette liste de fléaux, il faut ajouter celui des réfugiés qui s'est sérieusement aggravé depuis la deuxième guerre mondiale. Là aussi, ce sont les pays les plus pauvres qui sont les plus touchés. Sur les 15 millions de réfugiés dans le monde, le Soudan à lui seul en a accueilli quatre millions. Le Pakistan a dû accueillir trois millions de réfugiés d'Afghanistan. Les pays qui reçoivent ce flot humain sont pourtant eux-mêmes à la limite de la survie. On a ainsi vu en Afrique des autochtones s'emparer des vivres destinés aux camps de réfugiés car ils se sentaient tout aussi nécessiteux.

Le tableau que nous avons brossé devrait suffire à expliquer l'impatience du tiers monde et la fermentation qui se manifeste dans ces pays. La pression grandissante que ceux-ci exercent dans la communauté internationale ainsi que les intérêts bien compris à long terme des nations industrielles, ont suscité un nombre grandissant de concertations au plus haut niveau.

En 1981, le président Reagan a surpris ses collègues réunis à Ottawa en annonçant que dorénavant il considérerait les questions du tiers monde comme essentielles. Malheureusement, rien de décisif ne s'est passé. La rencontre de Dar-es-Salaam la même année a tourné au règlement de comptes sur l'énergie. A Paris, le président Mitterrand a estimé qu'une action en faveur des pays les moins développés ne peut être efficace que dans le cadre d'une stratégie globale. Après la conférence de Paris, on se demandait où était la volonté d'action. Ce n'est qu'à la conférence qui réunit les représentants de 22 pays à Cancun au Mexique que des signes

apparurent montrant qu'on était prêt à s'écouter mutuellement. Cela a soulevé quelque espoir. Mais là aussi, les résultats se sont fait attendre.

Les conférences internationales de la CNUCED ont particulièrement mis l'avenir du tiers monde en point de mire. Bien des délégués ont cependant quitté ces forums amèrement déçus. «Longs discours, courts résultats», titrait le bulletin d'information de la Chambre de Commerce internationale après la conférence de Manille. On l'avait pourtant saluée comme «la plus grande jamais organisée sur notre planète au niveau des gouvernements». Pendant quatre semaines, cinq mille délégués s'étaient rencontrés. Le bulletin précité a cependant estimé que la conférence était restée figée dans une pensée rigide, complètement détachée de la réalité économique internationale. Par la suite, les attitudes s'étaient encore raidies entre les blocs car, toujours selon la Chambre de Commerce, «les résolutions, basées sur des enquêtes politiques ou académiques sans lien avec la situation des gens là où ils vivent, étaient irréalisables». La conférence de la CNUCED de Belgrade en 1983 a terni davantage encore l'image de marque des grandes conférences économiques. Quant à celle de Genève en 1987, elle se caractérisa également par le cynisme et la résignation.

Dans un débat au parlement suédois, le ministre des Affaires étrangères, Ola Ullsten, entrevoyait quelques progrès. «Mais, constatait-il sans ambages, l'évolution vers une collaboration en faveur du développement a été très lente au cours des dix dernières années.» Le rapport de l'ONU sur le développement relevait quant à lui une stagnation totale. Le porte-parole de la Commission britannique du Développement d'Outre-Mer, James Grant, demandait carrément: «Que voulons-nous faire en fin de compte de la constellation nord-sud? Nous avons le sentiment que dans les milieux dirigeants du Nord et du Sud on voit clairement les avantages qu'une collaboration pourrait apporter aux uns et aux autres. Le grand point d'interrogation reste pourtant l'application pratique.» Avant de pouvoir donner une réponse à sa question, il faut savoir si une volonté d'agir existe.

La solution : illusion ou réalisme ?

Les futurologues et les économistes ont avancé des opinions souvent contradictoires quant à la solution des problèmes lancinants du tiers monde, en particulier ceux touchant à l'alimentation. Bon nombre d'experts s'accordent cependant pour considérer que toute solution sera un processus qui prendra du temps et qui n'empêchera pas les catastrophes regrettables, mais malheureusement inévitables, qui s'abattent sur des millions de gens. Dans la plupart des analyses, on ne perçoit pas la moindre ambition d'apporter un remède à la misère présente. On y cherche en vain un sentiment de compassion envers un prochain qui appelle à l'aide. «Le péché le plus grave qu'un homme puisse commettre est la dureté du cœur,» a dit un jour l'archevêque de Finlande, Mikko Juva. L'économiste Gunnar Myrdal a formulé la même vérité à sa manière quand il a dit que l'homme s'habitue à tout, même au plus effroyable, pour autant qu'il soit assez éloigné de ce qui pourrait le choquer, dans l'espace comme dans le temps.

Les membres de la Commission Brandt ont exprimé leur inquiétude devant l'indifférence avec laquelle certaines instances ont considéré leur rapport. Celui-ci a pourtant été décrit comme un des documents fondamentaux de notre époque. Il a été traduit en plus de vingt langues. A Venise, en 1980, on a voulu pour la première fois examiner sérieusement son contenu. Le seul résultat concret a été une décision de le faire étudier... et de se revoir l'année suivante. Mais déjà son contenu incendiaire avait eu un effet salutaire.

Malgré certains points faibles, personne ne peut nier l'urgence de ses conclusions. A Venise, Margaret Thatcher a accueilli sa publication avec un haussement d'épaules alors que, parmi les citoyens de son pays, il s'est vendu à cent mille exemplaires. Au sein du gouvernement britannique, on a prétendu, semble-t-il, qu'il fallait d'abord s'attaquer au problème de l'inflation en Occident avant de pouvoir aider sérieusement le tiers monde.

Est-il réaliste de s'attendre à des initiatives décisives de la part des gouvernements? L'abbé Pierre est devenu une figure publique en l'espace de quelques jours quand, pendant un hiver de froid

extrême dans les années 50, il a fait appel à ses compatriotes pour résoudre le problème aigu du logement. Il a accompli ce que les autorités auraient été totalement incapables de faire. Son appel a porté. Les gens ont ouvert leurs porte-monnaie et leurs foyers. Les plus nécessiteux ont eu un endroit où aller, car personne ne pouvait dormir dehors dans le froid polaire qu'il faisait à Paris cet hiver-là.

A la suite de l'action de cet homme seul, le gouvernement a doublé le budget d'aide au logement et a remanié les lois touchant à la construction. Aujourd'hui, les chiffonniers d'Emmaüs, à la suite de l'abbé Pierre, se sont répandus dans le monde entier.

Tout en visant à supprimer les causes mêmes de la misère, l'abbé Pierre a toujours voulu aider en premier lieu ceux qui souffraient le plus. Son attitude est à l'opposé d'une théorie chère à certains économistes, la *trickle down theory* qui consiste à assister les couches sociales ou les pays qui ont déjà un certain niveau de vie en pensant que les plus pauvres en bénéficieront par voie de conséquence. Dans son livre *Monde riche, monde pauvre*, paru à Londres, le journaliste Geoffrey Lean démontre par le menu la fallacité de cette théorie. La Banque mondiale s'est elle aussi alignée de plus en plus sur ce même point de vue et elle a augmenté son aide à l'agriculture dans les régions les plus nécessiteuses. Il peut être dangereux de lancer des théories irréalistes dont le tiers monde doit faire les frais. «En Europe, la logique tue le cœur, a dit le président de la Côte d'Ivoire. Ce que nous autres Africains pouvons donner à l'Europe, c'est une nouvelle forme de relations humaines.»

Des dirigeants occidentaux continuent pourtant de défendre la *trickle down theory*. Ainsi, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Canada, Flora McDonald, a affirmé qu'il valait mieux que son pays concentre son aide sur des pays qui sont sur le point d'accéder à l'indépendance économique plutôt que de donner des subsides à des pays miséreux. Selon elle, cette aide serait plus utile car les bénéficiaires pourraient à leur tour en aider d'autres moins favorisés qu'eux. Il faut ajouter qu'elle relevait dans la même foulée la nécessité pour le Canada de se préoccuper davantage des retombées économiques que pourrait lui assurer son aide au tiers monde.

En liant l'aide à un achat équivalent de marchandises fournies par le pays donneur, on réduit souvent la valeur économique de l'aide ainsi que son acceptabilité politique. C'est là ce qu'estime la Banque mondiale, mais la question a provoqué de vives polémiques ces derniers temps.

Ainsi, en Finlande, les cercles économiques et politiques exigent de plus en plus qu'on dirige l'aide au tiers monde vers des secteurs qui pourront à leur tour favoriser l'industrie finlandaise. En soi, cela n'est pas nécessairement faux, mais où mène ce raisonnement quand il s'agit de gens qui n'ont rien à vendre et pas d'argent pour acheter? Si nous ne sommes pas vigilants, nous nous mettrons à mesurer chaque action en fonction de ses retombées pour nous-mêmes. Sans le vouloir consciemment, nous aurons mis en place une sorte de politique colonialiste. Dans la hâte de tirer profit de notre aide, on oublie l'aide. Bien que la plupart des gens vivent encore dans l'illusion que l'aide au tiers monde est de l'aide authentique, il serait plus honnête de parler en termes d'affaires ou de collaboration économique:

Le danger existe que les nations donneuses catégorisent froidement les pays bénéficiaires en *importants* et *moins importants*, les seconds étant bien sûr les plus pauvres. Voyons les chiffres. En 1970, presque la moitié de l'aide allait au pays les plus pauvres. Dix ans plus tard l'aide au même groupe de pays avait baissé des deux tiers.

La solidarité envers les populations les plus pauvres devrait rester notre motif primordial sans quoi toute notre politique de soutien fait fausse route.

Dans son livre *Small is beautiful*, E.F. Schumacher affirme que parmi les causes de la pauvreté les facteurs matériels sont secondaires, notamment en ce qui concerne la pauvreté extrême. Il estime qu'il n'y a pas d'obstacles techniquement insurmontables pour faire disparaître la misère de la planète. Pendant l'année 1970 qui a connu la famine la plus dure, le monde dans son ensemble a produit assez de vivres pour nourrir tous ses habitants.

Une étude de l'ONU, élaborée sous la direction du prix Nobel Wassily Leontief, arrivait à la même conclusion: le monde est en mesure de nourrir sa population croissante. Bien que ce rapport ne

soit pas particulièrement optimiste, il considère que cet objectif peut être atteint, à condition que les pays industrialisés et les pays sous-développés conjuguent leurs efforts dans des projets intelligents.

Il est clair que le transfert de vivres du monde industrialisé vers les régions de famine n'est pas une solution à long terme. Il y a tout de même quelque chose de choquant de voir les pays occidentaux brûler leurs surplus de céréales ou imaginer d'autres méthodes artificielles pour se débarrasser de leurs récoltes trop abondantes.

On s'accorde de façon assez unanime que le monde pourrait produire et distribuer des quantités suffisantes de vivres pour nourrir tous les humains. Le nœud du problème se trouve au niveau de la volonté morale et politique, donc dans l'esprit des hommes et c'est justement là que le commun des mortels a une possibilité d'agir.

Quelles sont les ressources de bonne volonté qui peuvent être mobilisées? Voilà ce qu'il faut se demander. Le professeur Pekka Laurén, de l'Université de Turku, déplore que les autorités finlandaises ne comprennent toujours pas l'importance des efforts de nos coopérants. Il serait pourtant essentiel, pense-t-il, qu'ils puissent bénéficier d'un appui permanent pour mener à bien leur travail. En Allemagne, le magazine *Inter Nationes* rapporte que le besoin de forces qualifiées pouvant aider les pays sous-développés à se suffire à eux-mêmes se fait de plus en plus sentir, mais qu'il est de plus en plus difficile d'en trouver. Est-ce la conséquence de l'euphorie factice que produit le bien-être?

Dans quelle mesure les pays sous-développés dépendent-ils de la croissance économique des pays industrialisés? Les opinions divergent du tout au tout. D'aucuns prétendent que le tarissement des ressources de première nécessité forcera les pays industrialisés à se restreindre et les conduira inmanquablement un jour à la croissance zéro. L'économiste Edouard Pestel, qui est l'auteur d'un des rapports du Club de Rome, affirme que les pays industrialisés devront cesser d'être doctrinairement enfermés dans la philosophie de la croissance. D'autres croient qu'une croissance continue plus modérée est possible, même à long terme, et que sans elle le sort du

tiers monde ne pourra jamais être amélioré. On se demande tout de même devant tous ces beaux raisonnements si les pays industrialisés aspirent vraiment au développement du tiers monde!

Avant les autres pays nordiques, c'est le Danemark qui a mis à l'ordre du jour une réévaluation de la philosophie de la croissance. L'académicien finlandais G.H. von Wright s'en est aussi préoccupé. Il estime que l'idéologie de la croissance permanente est à la fois «contagieuse et aveuglante». Schumacher affirme que le concept de croissance est diffus et qu'il devrait d'abord être défini. Dans un certain sens, tout le monde croit à la croissance et à juste titre car elle fait partie de la vie même. Selon Schumacher, il faudrait donner un contenu de qualité à la notion de croissance car, s'il y a en effet beaucoup de choses qui doivent croître, il y en a d'autres qui doivent diminuer.

Dans un essai intitulé «Les 200 prochaines années», Herman Kahn exprime une vue optimiste de l'avenir. Il constate qu'il y a à peine quelques siècles les hommes étaient relativement peu nombreux. Démunis, ils étaient à la merci des forces naturelles. Dans 200 ans, il y aura beaucoup plus d'hommes. Ils seront riches et maîtriseront la nature. Le monde industrialisé et le tiers monde auront accru leur bien-être. Selon lui, un avenir radieux nous attend. Quand on compare les vues de Kahn à celles qu'avance un Aurelio Peccei, fondateur du Club de Rome, on ne peut que s'étonner de l'abîme qui sépare leurs pronostics. En 1968, le Club de Rome a lancé un cri d'alarme qui, selon Peccei, serait beaucoup plus aléatoire aujourd'hui, bien qu'infiniment plus nécessaire. «Nous croyons que le monde a peut-être dix ans devant lui, dit-il, peut-être moins, pour s'écarter d'une route qui le conduit tout droit à la catastrophe.»

On a l'impression que certains de ces futurologues n'opèrent qu'avec des données mathématiques qu'ils extrapolent pour prévoir l'avenir. Ils écartent consciemment les facteurs irrationnels qu'ils ne comprennent pas ou qui démentent la logique de leurs calculs. Ainsi, les dirigeants des Etats-Unis ont-ils été pris complètement au dépourvu par le changement de régime en Iran, malgré les observateurs hautement qualifiés qu'ils avaient à disposition. Le marché pétrolier a de même démenti toutes les prévisions. A la

fin des années 60, les spécialistes prédisaient une augmentation continue de la production et par conséquent une chute des prix. C'est le contraire qui s'est produit à ce moment-là, prouvant que des prévisions basées uniquement sur des données économiques sont facilement fallacieuses.

Notre attitude d'Occidentaux envers les pays pétroliers arabes est facilement cynique. On se demande s'ils doivent être classés parmi les pays en voie de développement ou pas, sans envisager l'éventualité que certains d'entre eux voient leurs réserves d'or noir s'épuiser d'ici vingt ou trente ans. Que leur restera-t-il en dehors du retour à l'économie du désert? Le message que le Sheik Yamani a lancé à plusieurs reprises en tant que porte-parole du monde arabe mérite d'être entendu: «Pour éviter la catastrophe mondiale, les pays industrialisés doivent faire bénéficier de leurs connaissances technologiques les pays pétroliers et le reste du tiers monde.»

L'homme n'est pas gouverné uniquement par une pensée logique. Les forces irrationnelles agissent aussi sur lui et il est absurde de ne pas en tenir compte: la haine, l'égoïsme, l'orgueil. D'habiles politiciens savent très bien mobiliser ces éléments-là à leur profit. Il y a d'autres forces qu'il faut aussi prendre en considération: l'altruisme, l'esprit de sacrifice, la compréhension. Quand la situation est désespérée, ces éléments-là interviennent et se multiplient jusqu'à devenir un facteur qui compte.

On a le sentiment que dans le débat sur l'avenir de l'humanité, on écarte l'ingrédient de base, l'homme. On oublie qu'il est capable d'évoluer, de changer.

La justice économique est-elle une condition de survie pour le monde? La question mérite d'être posée. Peut-être le problème est-il artificiellement grossi? Certains estiment qu'on donne une place exagérée à la question d'un nouvel ordre économique face à d'autres dominantes de la conjoncture internationale. Des gens vont même jusqu'à proposer qu'on mette fin à ce discours.

Dans le monde entier cependant, des voix autorisées affirment que nous nous trouvons à un moment-charnière. Quand Takeo Fukuda a accédé au poste de premier ministre du Japon en 1977, il a prévenu ses compatriotes que les temps des ressources illimitées

étaient comptés. «Une société habituée à une croissance rapide qui s'enivre de son bien-être n'aura plus sa place dans le monde de demain», a-t-il dit. Le secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld avait déjà affirmé que s'écroulerait le système qui aurait réservé ses ressources à une minorité privilégiée au lieu de répondre aux besoins de la majorité.

S'en remettre à la technique est irréaliste. Face aux réalités du monde actuel, les riches doivent apprendre à vivre plus simplement afin que les pauvres puissent simplement vivre.

3. Les mécanismes individuels et collectifs

Parodiant Lord Keynes dans son livre *Small is beautiful*, E.F. Schumacher affirme que pendant au moins un siècle encore nous pourrions continuer à nous convaincre que ce qui est juste est faux, et vice-versa, car ce qui est faux nous sert alors que ce qui est juste semble inefficace. L'avarice, l'usure et la prudence (en d'autres termes la sécurité économique) pourront donc continuer à être nos dieux. Pour Keynes, ce genre de réflexion était un jeu de l'esprit mais, comme dit Schumacher, les idées sont contagieuses et, sans exagérer, on peut dire que les dieux définis par Keynes sont devenus nos régents. Keynes estimait en effet que le temps n'est pas encore venu de remettre en valeur certains principes fondamentaux de la religion chrétienne. Se mettre à considérer que l'avarice est mauvaise, que l'usure est un délit et que l'adoration de l'argent a un côté méprisable irait à l'encontre du progrès, car l'économie ne se développe qu'à partir de l'instinct égoïste des hommes.

Une partie de la jeunesse occidentale s'est mise à réagir contre ce mode de pensée. Elle s'est même parfois rebellée violemment, montrant qu'elle n'a plus confiance dans la culture matérialiste de nos pays. Pour elle, il est logique de remettre en question les valeurs de la civilisation technique et de rechercher de nouveaux styles de vie. Quel sens cela a-t-il en effet d'essayer de créer la paix sur la base de facteurs économiques qui encouragent systématiquement l'envie et l'amour du gain et qui, par conséquent, ne font que jeter les hommes les uns contre les autres ?

Il est certes faux de dénigrer les dirigeants responsables comme certains aiment à le faire et de toujours douter de leur sincérité et de leur intelligence. Il est cependant vrai que leurs projets les plus prometteurs sont voués à l'échec, ou tout au moins ne contribuent pas à créer un avenir plus juste s'ils ne sont pas le fruit d'un engagement d'ordre moral. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Halfdan Mahler, constatait en 1980 qu'une série de grands programmes lancés pendant les vingt années précédentes par son organisation avaient échoué à cause d'une faille commune: on avait négligé le facteur humain. «Les briques, le ciment et le prestige avaient eu la préséance sur les personnes que l'on devait servir.»

On est en droit de se demander si une des raisons des revers de l'entraide internationale ne se trouve pas précisément dans une carence de motivations altruistes. Et quand celles-ci existent par exemple dans les œuvres caritatives, les jalousies entre organisations compromettent parfois les résultats. Au Bangladesh, dont la moitié du budget national est assurée par l'aide étrangère, quelque 150 organisations sont au travail. Or les comités d'experts vont parfois dans des directions diamétralement opposées. Souvent, l'aide bénéficie aux plus nantis au lieu d'atteindre les plus pauvres. Le Bangladesh n'est malheureusement pas le seul exemple où le transfert de l'aide se fait difficilement. Et lorsque l'aide n'atteint plus ceux auxquels elle est destinée, le pessimisme et le cynisme s'installent parmi ceux qui se dévouent pour la leur apporter.

La continuité est un facteur essentiel d'efficacité. Si l'aide est sporadique, elle ne construit rien de durable. Elle doit donc être un courant régulièrement irrigué par un sens de mission à long terme. Lors d'une visite en Finlande en 1988, Curt Nicolin, porte-parole de la direction de l'entreprise ASEA, qui fait maintenant partie du groupe ASEA-Brown Boveri, a demandé une plus grande générosité de la part des pays industrialisés. Il a lui aussi déploré que l'aide soit fragmentée et que pour cette raison elle n'augmente pas le niveau du savoir. «Il ne suffit pas de se racheter de sa mauvaise conscience en montrant qu'on verse 1⁰% du PNB pour l'aide au tiers monde, a-t-il dit. L'aide doit contribuer à augmenter le niveau de l'instruction car l'objectif principal doit être que les pays sous-développés en viennent à s'assumer eux-mêmes.»

Un autre problème brûlant est de trouver le juste équilibre entre le développement purement économique et le soulagement de la misère immédiate. Lors d'un symposium du Conseil de l'Europe, James Grant soulignait qu'on ne pourrait jamais obtenir de résultats durables, ni dans le domaine de l'économie, ni dans celui du soulagement de la misère, si on ne les considérait pas comme deux branches d'un même arbre. «Sans une impulsion morale qui aiguillonne une volonté d'agir, il n'y a pas à espérer de progrès économiques», ajoutait-il. A la fin de ce siècle, le besoin d'une nouvelle volonté d'agir se fera en effet sentir comme cela avait été le cas au début des années 50 quand les pays de l'OCDE se sont éveillés aux réalités politiques et économiques du monde. Cet engagement devra impérativement mobiliser les forces montantes dans l'arène internationale.

Le rapport de la commission Brandt estimait que la mise en œuvre du nouvel équilibre économique exigerait une réorientation des mentalités et une vision élargie des choses. A la première conférence de l'ONU sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm, Barbara Ward, l'expert anglais bien connu, a souligné la même exigence. Pour elle, le devoir d'agir sans égoïsme et dans le respect de l'interdépendance n'est plus un simple impératif moral, mais *scientifiquement* la seule manière de survivre. Maurice Strong, porte-parole de la conférence, a parlé quant à lui «d'une révolution spirituelle assez radicale pour transformer notre vie et pénétrer nos institutions politiques et économiques». L'avènement du grand soir est pourtant encore lointain. On a plutôt constaté une indifférence croissante ces dernières années alors que l'intérêt pour les spéculations boursières est en forte augmentation. A la rencontre d'automne de la CNUCED en 1987, on a estimé que l'engagement à susciter la justice dans le monde a baissé.

La planète est une entité du point de vue écologique, économique et aussi militaire, constate le professeur Reijo Heinonen d'Uppsala. Nous ne pourrons donc pas jouir en paix du bien-être matériel tant que la famine dévaste d'autres contrées. «Si les chercheurs, les politiciens, les fonctionnaires, les chefs d'entreprises, étaient compétents, larges d'idées, incorruptibles, il n'y aurait pas d'antagonisme entre l'évolution technique et la préservation des

ressources naturelles,» estime-t-il et il ajoute que trop de gens parmi eux ont tout simplement oublié qu'ils ont des petits-enfants.

Pour résoudre le problème nord-sud, on a abondamment souligné la nécessité d'une volonté politique, mais ni les rapports du Club de Rome, ni ceux de la Banque mondiale, ni ceux de la commission Brandt n'ont dépassé l'analyse et n'ont montré comment susciter cette volonté. Le million de pages de rapports que les conférences internationales à New York, à Genève et ailleurs produisent annuellement auraient dû raisonnablement laisser des traces plus profondes.

Un gouvernement ou une organisation ne peut avoir de volonté politique sans qu'au moins quelques uns de ses membres n'aient trouvé eux-mêmes cette volonté. Sans cela, une résolution collective ne dépasse jamais le stade des bonnes intentions.

Ne faudrait-il pas plutôt mobiliser les forces dynamiques et généreuses qui existent dans le cœur des gens? On peut être cynique et ne pas croire qu'il soit possible de servir de façon désintéressée. Pourtant les faits sont là pour démontrer que ce qui est moralement juste s'avère conduire aux solutions économiques et politiques les plus efficaces et les plus durables. Par pur calcul égoïste, cela pourrait être «rentable» d'agir moralement. On peut même se demander à l'inverse si ce qui est faux moralement peut être économiquement judicieux.

Là où l'attrait du gain et la course au profit sont dominants, la vue d'ensemble s'estompe car une vision égocentrique des choses est forcément limitée. Il ne faudrait donc pas se fier aux jugements politiques et économiques de celui qui ne voit pas plus loin que son propre intérêt. Ses décisions devront un jour être chèrement payées par les autres.

Le vif débat qui a tourné autour de l'exportation du lait en poudre est une bonne illustration de mon propos. Il est évident que le lait en poudre est d'une grande utilité pour combattre la famine. Mais quand certaines entreprises d'exportation ont cessé de regarder plus loin que leur intérêt commercial immédiat, les événements sont venus sanctionner leur mentalité de profiteurs. Les entreprises s'étaient cru malignes de ne pas faire état dans leur publicité de la

nécessité de stériliser les biberons et de faire bouillir l'eau qu'on mélange à la poudre, mais l'opinion internationale s'est émue des conséquences de leurs campagnes vantant la supériorité du lait en poudre sur le lait maternel. Le mensuel indien *Himmat*, à la suite d'une enquête qu'il avait menée dans les villages de l'Inde, a parlé de procédés criminels. Dans certains pays du tiers monde, des industries pharmaceutiques ont fait de gros bénéfices sur des produits antidiarrhéiques, sans se soucier de l'eau infectée qui était la cause de la maladie. Mises en cause, elles ont prétendu que ce problème regardait les autorités locales. Quelle doit être la limite de la responsabilité d'une multinationale? La question mérite d'être débattue.

Nous sommes choqués lorsque des dirigeants du tiers monde laissent éclater leur rancœur et leur colère. Nous tolérons beaucoup plus facilement l'indifférence et le cynisme qui existent chez nous. Le mépris qu'on taxe plus respectueusement d'indifférence a pourtant des effets désastreux. Il se manifeste dans des attitudes dures et figées qui alimentent la rancœur et la colère. Le coût de l'indifférence peut être évalué en argent, même à court terme: ce sont les initiatives manquées, les projets avortés par le cynisme qui étouffe toute étincelle créatrice et généreuse.

Le président Kekkonen faisait remarquer que les idées les plus importantes, en Finlande comme ailleurs, semblent naître en dehors des cercles académiques. La tendance à la spécialisation à outrance dans l'enseignement supérieur et dans la recherche scientifique tendait à rétrécir les intérêts des universitaires au seul domaine de la technologie. «On oublie l'homme et ses véritables besoins», disait-il. L'homme peut aussi trouver de nouvelles motivations et c'est là que réside l'espoir. Le sociologue norvégien Johan Galtung, qui s'est spécialisé dans les recherches sur la paix, estimait lors d'une visite en Finlande, que ce n'est pas un nouvel ordre économique qui réussira à résoudre les contradictions de l'humanité. Il était d'avis que tout le bruit qu'on a fait là autour n'a servi en fin de compte qu'à maintenir l'élite du tiers monde dans ses privilèges. Peut-être Galtung pensait-il aussi que les pays sous-développés utilisent habilement la préoccupation d'un nouvel ordre économique pour détourner l'attention de leurs contradictions politiques.

Galtung, cependant, ne tient pas compte du fait qu'un homme peut trouver de nouvelles motivations et qu'il peut se libérer de l'esprit de lucre. Il méconnaît ce facteur qui, chaque fois qu'il intervient, permet un nouveau départ.

Changement de motivations

Dans les milieux les plus divers, on se met à douter de plus en plus que les problèmes cités plus haut puissent jamais être résolus par des méthodes économiques ou politiques. On recherche un nouvel humanisme qui seul permettrait de sortir de l'impasse actuelle sans dommages irréparables. La dernière rencontre publique à laquelle Schumacher a participé réunissait des responsables d'entreprises à Caux en Suisse. Il y avait dit ceci : « On ne commencera à bâtir un avenir valable que lorsque le combat pour la dignité humaine sera le centre de nos efforts. » Il devait mourir subitement deux jours plus tard sur le chemin du retour. Qui, parmi nous, a pris le temps de réfléchir à ce que comporterait pour lui-même un plein accord avec l'absolu de la valeur de l'homme. Un changement de cap s'amorcera quand nous donnerons la priorité aux valeurs humaines et relèguerons les données économiques à la deuxième place.

L'auteur du *Choc du futur*, Alvin Toffler, estime que ce dont nous sommes témoins, ce n'est pas un bouleversement économique violent mais un phénomène bien plus profond qui est insaisissable dans le cadre d'une économie conventionnelle. Il constate qu'un nombre croissant « d'économistes mystifiés » se plaignent que les anciennes règles ne fonctionnent plus. Pour lui, nous traversons une crise générale de l'industrialisme, « une crise qui transcende la différence entre le capitalisme et le communisme de type soviétique ».

Nous savons que même si leur avenir nous est personnellement indifférent, nous ne pouvons ignorer les pays faibles. Sans donner la priorité à leur développement, avant même le nôtre, nous n'obtiendrons pas ce que nous désirons pour nous-mêmes ou du moins nous ne pourrons le garder à long terme. L'échelle de valeurs

matérialistes n'est tout simplement pas en mesure d'établir la justice. La conscience qu'une toute nouvelle échelle de valeurs est nécessaire s'impose donc de plus en plus.

La motivation du profit est cependant trop ancrée pour que des résolutions politiques et des programmes gouvernementaux puissent jamais la réorienter. Alors que faire? Le seul moyen est de susciter un changement de mentalité chez un nombre suffisant de personnes. Quand un homme passe par une révolution intérieure et réaménage ses priorités, il ne peut plus accepter de vivre dans le confort alors que ses semblables subissent la déchéance physique.

C'est parce que la question est d'ordre éthique et non technique qu'elle touche avant tout aux motivations des gens. Il faut faire surgir les forces vives de l'intérieur. Un avenir juste ne pourra être créé que par des femmes et des hommes dont les objectifs profonds sont en accord avec l'orientation qu'il prendra. Toute autre approche est illusoire. Pour ouvrir ces nouveaux chemins, il faut d'abord se donner des objectifs exigeants pour soi-même, il faut mettre ses convictions à l'épreuve dans sa propre vie et dans son entourage immédiat.

Mère Teresa a souvent parlé de la solitude et de la pauvreté de cœur qu'elle a rencontrées en Europe, une misère d'un autre ordre, mais tout aussi profonde et plus difficile à guérir que celle qu'elle a voulu soulager en Inde. Chez nous, toutes les formes de bonheur ont été expérimentées, en laissant bien peu de gens heureux. Le vague à l'âme est un signe de notre époque et les temps sont mûrs pour partir à la découverte de nouvelles frontières.

Si nous voulons contribuer à donner un espoir à l'humanité et modifier les rapports de forces sur la scène mondiale, nous devons d'abord examiner notre attitude vis-à-vis de nos proches. C'est à la maison et sur notre lieu de travail que notre endurance est mesurée. C'est là que nos motivations et la sincérité de nos paroles sont mises à l'épreuve. Là on est tel que l'on est et le bluff ne passe pas. Si nous sommes dépourvus de compassion envers les gens plus ou moins pénibles que nous côtoyons chaque jour, ce que nous faisons pour des populations éloignées n'est finalement que du calcul et ce que nous disons de la phraséologie. Le tiers monde est lui aussi rempli de personnes pénibles!

«J'aime l'humanité mais je ne peux pas supporter mon voisin», disait une chanson anglaise des années 60. Une proclamation de sollicitude pour le monde entier ne gommara jamais l'indifférence envers notre propre communauté. C'est au contraire en sacrifiant notre indifférence que nos yeux s'ouvriront sur les véritables conditions des gens de partout. C'est alors que nous comprendrons leurs besoins. Nous irons même jusqu'à nous demander quelle doit être notre contribution maximum. Nous découvrirons alors qu'il ne sert à rien de dispenser de l'aide d'en haut, mais qu'il faut entreprendre une tâche commune par le bas, qu'il faut forger ensemble un avenir commun.

Qui est le donneur en effet ? Il serait bon à ce sujet de réviser certains de nos préjugés. Et quels sont les véritables besoins ? Un juriste indien, lors d'une visite en Suède, a critiqué certains projets de coopération des pays scandinaves qui ne prenaient pas en considération les conditions locales de son pays. « Dans nos villages, les gens sont heureux, disait-il. Le paysan est gai et il a sa fierté. Il ne désire pas recevoir d'autres *gadgets*. Avec sa famille, il forme une communauté inébranlable. Si votre aide vient abîmer cette richesse, nous n'en voulons pas. »

Avons-nous une vision pour le pays qui nous accueille comme coopérant, pour son industrie, pour les gens que nous y rencontrons ? C'est une question-clé qu'on se pose rarement. Comment sont entourés ceux qui viennent chez nous pour suivre une formation technique avancée ? Un groupe d'hommes d'affaires de formation universitaire de différents pays en voie de développement est venu dans les pays nordiques pour un mois d'études spécialisées. La partie technique du programme était excellente. Par contre, personne ne s'était soucié d'inviter ces gens dans un cercle familial ou d'organiser des rencontres amicales. A la fin de leur journée de travail, les responsables abandonnaient leurs collègues d'outre-mer à l'hôtel, démunis de moyens pour s'organiser eux-mêmes.

Ce qui compte le plus pour des visiteurs de l'extérieur n'est pas toujours ce qu'on croit et la chaleur d'un accueil a tout autant d'importance que la précision du programme pratique.

Un jeune ingénieur de mes amis a été chargé du programme de formation d'un groupe de stagiaires africains qui devaient séjour-

ner pendant un temps prolongé en Scandinavie. Sans que ses supérieurs ne le lui demandent, il a décidé avec sa famille de s'en occuper aussi en dehors des horaires de travail. Il a ouvert les portes de son foyer et s'est mis pleinement à disposition des visiteurs. Ceux-ci ne s'étaient jamais attendus à un tel accueil et ont abordé leur stage dans un état d'esprit tout différent. La qualité du travail sur le plan technique s'en est ressentie. Une confiance s'était créée qui a vaincu les frictions que suscitent inévitablement ce genre de projets communs. Il serait bon que nos industriels ne sous-estiment pas la capacité de don de soi chez certains de leurs subordonnés. Ils ont trop pris l'habitude de penser que tout service demandé doit être monnayé. C'est à l'image de leurs propres objectifs limités.

Que pensons-nous tout au fond des pays du tiers monde et de leurs populations? C'est en privé que l'on se permet des remarques empreintes d'une compassion mêlée de mépris et d'arrogance. Tel homme d'affaires frustré affirme que «ces gens-là, à cause de leurs tares héréditaires, seront à jamais incapables de gérer leurs affaires». «Inhabituellement intelligent pour un Noir», disait un prêtre finlandais après une conférence donnée par un prélat africain en visite en Finlande. Les proclamations sur l'égalité entre les hommes sonnent très bien, mais la réalité au niveau des sentiments est tout autre, au point qu'on se demande parfois s'il sera jamais possible de construire un avenir commun sur la base de tant de préjugés.

D'autres se rendent coupables d'une ségrégation moralisante entre Noirs et Blancs, surtout en ce qui concerne l'Afrique du Sud. Pour eux, les Blancs sont automatiquement fautifs alors que les Noirs sont innocents. «On doit être du côté des Noirs», proclament-ils. Cela révèle leur méconnaissance des réalités africaines, comme d'ailleurs des autres continents. Partout les hommes ont besoin de dépasser leur indifférence et leurs haines, quelle que soit la couleur de leur peau. Dans les pays pauvres, il y a des gens aisés dont l'indifférence envers leurs compatriotes est à peu près totale. Le besoin de changement est donc le même dans chaque individu et dans tous les pays. C'est d'ailleurs un excellent

point de départ commun, car une nouvelle attitude envers les autres peut faire crouler des montagnes de préjugés. Elle permet aussi à chacun de prendre ses propres responsabilités pour corriger les injustices au lieu de vouloir toujours faire porter le fardeau à d'autres. «Nous qui venons des pays en voie de développement devons cesser d'accuser les autres de nos propres erreurs», a dit un des présidents du Nigeria. Lesquels parmi nos hommes politiques osent dire cela de leur propre pays... ou de leur parti.

Nos motivations sont mises à nu quand, par exemple, dans les pays sous-développés nous nous heurtons à un mur d'opposition malgré nos bonnes intentions. C'est une tâche exigeante que de procurer et de distribuer de l'aide, de mener à bout des projets industriels dans des situations difficiles. Que le récipiendaire témoigne au moins un peu de reconnaissance pour nos efforts nous semble normal. Quand, à la place de gratitude, ce sont de nouvelles exigences qui sont formulées, sur un ton qui est peut-être polémique, nos véritables motivations sont dévoilées. Cela peut se révéler salubre et nécessaire. Voulons-nous vraiment servir le pays où nous travaillons? Ou sommes-nous en fait seulement à la recherche du profit, de la reconnaissance ou du succès pour nous-même et pour l'organisme qui nous fait vivre? Sommes-nous réellement au-dessus de toutes les contingences passagères?

«Le monde est partagé en deux catégories de personnes, disait l'inspirateur du Marché commun, Jean Monnet. Celles qui veulent faire quelque chose et celles qui veulent être quelqu'un.» Notre objectif personnel est déterminé et limité par notre propre choix, non par la position que nous détenons, par les études que nous avons faites, les biens que nous possédons. Il y a beaucoup d'hommes qui, dans leur for intérieur, ne visent qu'à grimper plus haut sur leur propre échelle. Il y en a aussi beaucoup qui, dans leur travail quotidien, n'ont jamais eu la chance de donner libre cours à leurs connaissances et à leurs impulsions intérieures. Pourtant, rien d'extérieur à nous-même ne peut empêcher que s'accroisse notre sens de responsabilité et que nos vues s'élargissent. Il suffit d'accepter une mission suffisamment grande, au-delà du travail qui permet de subvenir à nos besoins et à ceux de notre famille.

Nous devons donc choisir : servir nos semblables ou investir notre énergie dans ce qui, vu de l'extérieur, peut avoir l'air sublime mais qui, au fond, ne sert qu'à nous grandir nous-même. Au fin fond de notre conscience, nous savons ce qui nous motive, pour autant que nous ayons le courage de nous introspecter. Mieux vaudra changer d'intérêts si ce que nous découvrons en nous ne paraît plus valable.

Dans notre quête intérieure, nous découvrirons aussi que nos plus grandes erreurs ne sont pas celles que nous avons commises, mais les actions et les attitudes que nous avons omises. Peut-être jugeons-nous et critiquons-nous des hommes dont les faiblesses et les lâchetés n'auraient jamais pu être les nôtres, mais nous fermons les yeux sur le service que nous n'avons pas rendu, la réconciliation que nous n'avons pas osé amorcer, le soin que nous n'avons jamais prodigué. Notre attachement au confort était-il plus puissant que notre résolution de nous sacrifier pour aider quelqu'un qui aurait eu besoin de nous ?

Le chemin qui conduit vers un équilibre économique se révèle dans ces actes simples de la vie de tous les jours. « Sans une renaissance dans vos cœurs, vous ne comprendrez jamais nos problèmes », s'exclamait un ambassadeur africain lors d'une conférence en Suède. Une grande dose d'intelligence ne va pas forcément de pair avec une grande sagesse. Le livre des Proverbes dit gravement : « Celui qui se fie à son intelligence est un insensé, mais celui qui avance dans la sagesse sera sauf. » La sagesse mérite donc de trouver sa place dans la planification.

Le bien-être sous tous ses aspects

Tant que toute l'énergie de l'homme est mobilisée pour assurer la survie et acquérir un minimum vital, la question du sens de la vie est peut-être une affaire théorique. La lutte pour la vie épuise toutes les ressources. Pourtant, nous savons par l'expérience d'autrui que même dans des conditions inhumaines la vision d'un monde différent peut rester vivace.

La situation est toute différente dans nos pays où beaucoup de gens n'ont jamais connu le besoin et où l'utilisation des loisirs cause parfois davantage de soucis que les moyens de gagner sa vie. «Pendant que je travaille, je ne cesse de me demander : à quoi ça sert, à quoi ça sert ? s'exclamait un jeune économiste bien rémunéré. Devrai-je continuer toute ma vie à marcher sans savoir où je vais ? » Lors de la rencontre du Club de Rome en Algérie en 1976, le délégué du parti social-démocrate finlandais Kalevi Sorsa exprimait la même angoisse : «Il règne un sentiment général qu'il n'existe plus aucun but digne d'effort. C'est le plus grand fléau qui sévisse dans nos pays industrialisés.»

S'entendre rappeler que nous devrions être reconnaissants d'être des privilégiés ne nous stimule pas beaucoup, à l'instar des enfants qui ne veulent pas manger leur soupe et à qui l'on dit de penser aux pauvres petits affamés qui seraient bien contents d'en avoir. En vérité, nous ne serons jamais satisfaits par le bien-être matériel, car ainsi sommes-nous faits. Sans le sentiment de servir à quelque chose, l'être humain dépérit et aucune compensation économique ne suffit à le sauver. On connaît les thèses de Viktor Frankl sur la différence entre «avoir» et «être».

La tendance générale nous pousse cependant à croire que tout ira mieux pourvu que nous acquérions davantage. Je me souviens de cet orateur qui avait lancé lors d'une fête en Suède : «Le grand but qui doit unir tous les Suédois est de doubler notre niveau de vie dans la prochaine décennie.» Parmi la jeune génération, l'écho à un tel programme est mitigé, c'est le moins qu'on puisse dire. On se demande si le moment ne serait pas venu plutôt de se restreindre.

De telles interrogations se font entendre dans différents milieux, toutes tendances politiques confondues. Dans un article fort remarqué paru sous le titre «Le compromis historique finnois», le secrétaire général du parti communiste de Finlande, Arvo Alto, constatait qu'aucune des idéologies ne semble avoir de nos jours la confiance des jeunes générations. Il concluait que pour répondre aux défis que l'avenir imposera à notre société, «un renouvellement spirituel et moral est nécessaire, tout autant et peut-être davantage qu'un changement économique et politique».

J'ai entendu un même son de cloche chez le cardinal Franz König lors de sa visite en Finlande. Il s'est déclaré plus préoccupé de l'indifférence religieuse à l'Ouest que de l'athéisme d'Etat à l'Est. «C'est avant tout le bien-être matériel qui a créé cette indifférence», a-t-il dit. La question qui se pose est de savoir si on peut empêcher qu'un niveau de vie en perpétuelle augmentation aliène presque automatiquement la sollicitude humaine.

Il est caractéristique que dans les cercles économiques on se préoccupe du niveau plancher de revenu par habitant dans les pays sous-développés, mais qu'on ne discute jamais d'une limite supérieure équitable dans les pays industrialisés. Selon Schumacher, les économistes qui régissent nos pays et dont l'objectif principal est notre croissance économique ne voudront jamais convenir d'un tel niveau supérieur. Il y a des sociétés pauvres qui ont trop peu pour pouvoir partager. Quelle société développée aurait le courage de dire un jour : stop, nous avons assez?

Pour Schumacher, il est pourtant évident qu'un style de vie basé sur le matérialisme, autrement dit sur une croissance illimitée dans un cadre de vie qui restera toujours limité, ne peut pas se poursuivre indéfiniment. La science montre en effet que plus la croissance d'une entité est rapide, plus sa durée est courte. Toute société a besoin de ressources, pour la formation par exemple, mais il faut se souvenir que ces moyens sont faits pour servir, pour aider à promouvoir un style de vie où les choses matérielles ont la place qui leur convient, c'est à dire la deuxième et non pas la première.

En réaction contre la chasse perpétuelle au niveau de vie le plus élevé possible, il est vrai que, depuis un certain temps, la notion de la qualité de la vie s'est renforcée. On l'a cependant limitée en général aux activités culturelles, aux loisirs, à l'environnement, sans toujours y inclure la question essentielle du sens et du but de la vie. Une qualité de vie vraiment satisfaisante englobe forcément une raison de vivre. Et celle-ci, pour être authentique, doit s'exprimer dans la vie de tous les jours. Elle doit aussi être à portée de main pour chacun. Une panacée réservée à un cercle exclusif ne sera jamais qu'un palliatif. L'universalité d'une expérience se traduit par la sollicitude qu'on témoigne à tout homme, quel qu'il soit. Le bien-être des hommes, de tous les hommes, devient alors mon affaire personnelle.

Quand l'abbé Pierre a visité les pays nordiques, il a comparé la pauvreté du tiers monde à celle des jeunes de chez nous. Il les voyait indignes d'espoir. A cette jeunesse qui, dans son for intérieur, voudrait collaborer à un grand projet, on a ravi l'espérance. Pour soutenir un enthousiasme juvénile, l'espérance proposée doit être assez prenante pour qu'on veuille lui sacrifier son propre succès personnel. Le succès est parfois le signe extérieur de choix intimes trop limités. Aucune tâche ne peut aujourd'hui suffire si elle n'embrasse pas, sous une forme ou sous une autre, une préoccupation de l'avenir des populations les plus malheureuses du globe.

Le Christ et l'économie mondiale

«Le message d'amour du Christ est encore l'idée la plus révolutionnaire, beaucoup plus forte que celle de Marx, Engels ou Mao. Il ne fait aucun quartier aux notions de race ou de tribu.» Ainsi s'exprimait le président de Zambie, Kenneth Kaunda, lors d'une visite en Angleterre.

L'amour du Christ ne supporte pas l'injustice; il se réjouit de la vérité. Il n'est ni intéressé, ni irritable. Il est sans limite. Interpréter l'amour du Christ comme une suavité généralisée, comme une complaisance devant le mal inacceptable, est une trahison de sa force. Le véritable amour est un combat contre ce qui est superflu, ce qui est mauvais. Il tranche dans notre style de vie, il rompt la commodité et la routine et il allume le feu de la sollicitude dans nos cœurs. Il engendre la volonté de partage. Il s'exerce quotidiennement et s'exprime dans nos actes les plus simples. Cet amour ne juge ni ne condamne personne, mais tout en acceptant les autres tels qu'ils sont il les encourage à se dépasser.

«Que ton règne vienne, que ta volonté soit faite,» prière rabâchée ou programme d'action le plus exigeant de tous les temps?

L'évangile du Christ est d'une actualité brûlante quand il s'agit de solutions économiques. Il indique une conduite dont la justice est la conséquence logique. Il stipule que la valeur humaine est absolue et il montre sans ambiguïté qui est mon prochain et quels sont mes devoirs envers lui.

Jésus délie ce qui me tient esclave et il me délivre de mon égo-centrisme. Il élimine le péché qui me sépare de mon semblable et de Dieu. L'apôtre Jean, dans sa première épître, écrit: «Si quelqu'un possède les biens du monde et que, voyant son frère dans le besoin, il lui ferme son cœur, comment l'amour de Dieu demeurera-t-il en lui?» Le cœur doit s'ouvrir avant que ne s'ouvre le porte-monnaie. Un mouvement intérieur est donc le point de départ de toute générosité. Zachée, le riche fonctionnaire douanier de l'évangile qui avait systématiquement exploité les autres, a rendu au quadruple ce qu'il avait gagné de façon malhonnête et a distribué aux pauvres la moitié de son capital. Il fut un pionnier de la justice sociale.

Les actes du Christ servaient à la fois à prodiguer une aide immédiate et à guérir les causes du mal. Si nous transposons ce message à notre époque, nous nous demandons quelles sont les dettes que nos pays ont contractées en exploitant d'autres continents. Le niveau de vie dont nous jouissons est-il le fruit de nos seuls mérites? Si des erreurs ont été commises, suffit-il de gommer le passé? Le péché collectif, tout autant que les péchés personnels, exige le regret et la réparation. Comment le faire quand il s'agit d'un pays tout entier? Les petits pays comme le nôtre ont-ils en somme été plus nobles que les puissances coloniales? Ne cherchons pas seulement en Asie et en Afrique. Une discussion franche avec des Lapons de l'Extrême-Nord peut nous révéler ce qu'ils ressentent et nous faire comprendre comment nous appliquons l'égalité et la fraternité.

Si nous osons jeter sur notre propre vie toute la lumière de l'évangile, nos motivations et notre vrai moi sont mis à nu. Nous n'avons alors plus rien en notre faveur et certainement rien de plus que les autres. Nous sommes des hommes avec des besoins profonds, des hommes qui n'ont pas porté le fardeau des autres comme s'il était le nôtre, ni la misère des autres comme si elle était la nôtre.

En passant par l'expérience universelle du changement intérieur, nous sommes remplis d'un amour qui nous impose de servir les autres en y consacrant toutes nos ressources spirituelles et matérielles. La foi devient alors la ressource la plus précieuse pour façonner un avenir de justice.

Le *Sermon sur la montagne*, avec ses préceptes d'amour, d'honnêteté et de pureté absolus, offre une mesure universelle. Nous n'arriverons certes jamais à nous y conformer totalement, mais si nous nous permettons de les rendre élastiques selon les circonstances, nous perdons tout point de comparaison dans notre comportement. Il ne nous reste que les agissements des autres et là, sans grande difficulté, nous trouverons toutes les excuses pour justifier nos actions les plus viles. Jésus nous encourage à être parfaits, c'est à dire à avoir une conscience cristalline. «Un des signes du vide existentiel en Occident, a dit William Hocking, est que l'on assimile une reconnaissance de l'absolu à de la présomption et celle de la relativité de toutes les normes à de l'humilité. C'est exactement le contraire qui est vrai, car seul l'absolu peut rabattre notre orgueil.»

Le poète et romancier Gilbert Chesterton a souligné une fois que l'idéal chrétien n'a pas été assez expérimenté pour être prouvé défectueux. On a plutôt trouvé ses exigences difficiles et on a renoncé à le pousser jusqu'au bout. Or, dans la pratique, la voie chrétienne aboutit là où d'autres méthodes finissent en cul-de-sac. Des solutions se basant sur l'absolu de la valeur humaine sont plus efficaces tout simplement parce qu'elles sont en accord avec les lois fondamentales de la vie. Quand on met l'homme en premier, tout le reste prend sa juste place. Schumacher disait qu'aussi étrange que cela puisse paraître, le *Sermon sur la montagne* donne des indications assez exactes sur les moyens dont dispose une économie nationale pour assurer une juste répartition entre tous.

Dans son encyclique *Sollicitudo Rei Socialis*, qui a été présentée à Rome en février 1988 par le cardinal Etchegaray, président de la commission pontificale *Justice et Paix*, Jean-Paul II traite de la *collaboration au développement de tout l'homme et de tout homme* comme d'un *devoir de tous envers tous*. Pour vaincre ce que le pape appelle les *structures de péché*, il faut une *attitude diamétralement opposée* à celle du désir de profit et de la soif du pouvoir. Il faut, dit-il, «se dépenser pour le bien du prochain en étant prêt, au sens évangélique du terme à *se perdre* pour l'autre au lieu de l'exploiter, et à *le servir* au lieu de l'opprimer à son propre profit».

Expérimenter les forces que le Christ de l'espérance libère dans l'homme doit être l'engagement de tout chrétien. Une discipline de

vie, née du désir d'accomplir la volonté de Dieu, devient ferment dans la société. Elle se bâtit rarement par le raisonnement ou par un examen réaliste des besoins, car les seuls faits ne mènent en général ni au désir d'une telle discipline, ni au pouvoir de l'appliquer. Il faut une volonté née d'une réorientation au niveau de la conscience.

Il est facile de ressentir de la sympathie pour ceux qui sont aimables envers nous, ceux qui nous apprécient, et de vouloir les aider. Si notre sollicitude s'arrête là, elle ne touchera pas au but. L'évangile est extrêmement réaliste et Jésus ne se contente pas d'un élan de bonne volonté. Il dit: «Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent.» Et Paul de rajouter: «Si ton ennemi a faim, donne-lui à manger.» La philanthropie s'évaporerait vite si elle ne provient pas d'un engagement au niveau des forces motrices de l'homme. Mais si c'est le cas, la gratitude et l'ingratitude, la reconnaissance et la critique, laisseront indifférents car seul comptera ce qui arrive aux autres. A ce niveau-là, l'amour ne pourra jamais être vaincu.

Une tâche pour tous les chrétiens

Pendant les années 60, un certain dualisme s'est exprimé dans les Eglises. D'un côté, on insistait sur la responsabilité sociale et l'on négligeait la foi personnelle. De l'autre, on optait pour la défense de la foi personnelle aux dépens de tout engagement pratique. Ce clivage malheureux et artificiel a été chèrement payé en possibilités manquées. Nombreux sont ceux qui se sont mis à chercher d'autres voies. Les sectes et groupements divers ont proliféré.

Un vent nouveau s'est pourtant levé qui provenait d'une direction inattendue. L'Eglise catholique, souvent considérée dans les pays nordiques comme une institution conservatrice, s'est placée à l'avant-garde d'un nouvel élan, provoquant la surprise des luthériens que nous sommes.

«Nous tendons la main et nous ouvrons notre cœur à tous les peuples», a dit le pape Wojtyła le lendemain de son intronisation,

«particulièrement à ceux qui sont opprimés par l'injustice et la discrimination, que celles-ci s'expriment dans le domaine économique, social et politique, ou dans celui de la liberté de conscience et de la foi.»

Un des enseignements de la bible touche à l'absolu de la dignité humaine. On constate par contre dans la pratique qu'une optique purement matérialiste de l'homme conduit à son exploitation et par conséquent s'oppose à un ordre basé sur la justice.

Pour se mettre en action, l'homme doit recevoir un sens de mission. Des personnes sont ainsi saisies par le désir de s'attaquer à tel ou tel point malade de la société. Un des exemples les plus lumineux à l'heure actuelle est donné par le mouvement de mère Teresa qui a commencé à Calcutta parmi les deshérités et les mourants. Mère Teresa a investi ses énergies pour assister des hommes qui, d'un point de vue objectif, étaient devenus inutiles. Son œuvre rappelle à la face du monde la valeur inaltérable de la personne humaine. Plus que quiconque elle a réussi à remuer nos consciences. Elle apporte aussi un démenti aux «réalistes» qui prétendent que soulager la souffrance sans autre objectif ne sert à rien car, quand on en a aidé un, mille autres se présentent. «Dieu ne comprend pas l'arithmétique, affirme mère Teresa, et nous sommes sur la mauvaise voie si nous raisonnons en termes de statistiques.»

Elle est toute menue mais elle donne l'impression de manier le fleuret quand elle s'exclame comme elle l'a fait dans une interview télévisée: «C'est nous qui sommes coupables si des gens vivent dans une telle pauvreté. Je ne demande pas que l'on donne de son superflu, mais que l'on se sacrifie jusqu'à ce que cela fasse mal. La pauvreté s'éloigne dès que vous et moi commençons à partager.» Elle disait aussi: «Nous parlons trop des pauvres et pas assez aux pauvres. La plus grande injustice que nous ayons commise envers eux vient de ce que nous avons oublié de les traiter comme nos semblables.»

Pourquoi nous est-il si difficile de partager nos biens? demandait l'archevêque orthodoxe de Finlande Paavali dans un message de Noël: «Evidemment parce qu'il nous manque une raison assez forte de donner.» La déclaration de Paavali touche la problématique de l'aide à la racine. Les modestes recommandations des

Nations Unies concernant l'aide au tiers monde sont déjà considérées trop exigeantes par la plupart des pays riches. Nous semblons avoir oublié que le christianisme, tout comme l'islam, demandaient jadis de chacun qu'il donne la dîme de ses revenus aux nécessiteux.

La bible ne condamne pas la richesse mais elle prévient des dangers de posséder sans avoir le sens des responsabilités que cela implique. C'est donc une certaine attitude envers la richesse et non la richesse elle-même qu'elle juge. Frank Buchman, qui fut à l'origine du programme international du Réarmement moral, résumait son credo économique en quelques phrases: «Il y a assez dans le monde pour les besoins de tous mais pas pour la convoitise de chacun. Si chacun aimait assez et si chacun partageait assez, chacun aurait assez.» Les mesures économiques sont cependant plus souvent basées sur le principe de la croissance cumulative que sur celui du partage.

Peu avant la conférence de Cancun au Mexique en 1981, le président Reagan a annoncé que les pays riches ne pourraient pas résoudre les problèmes du tiers monde en partageant ce qu'ils possèdent. A son avis, seule la croissance créait le bien-être. Il fallait donc la stimuler dans les pays industrialisés puis dans les pays sous-développés. Dans cette philosophie, il n'y a aucune sollicitude envers ceux qui sont condamnés à vivre encore longtemps dans le dénuement, sans aucune possibilité de croissance. Des experts faisant autorité dans les questions touchant au développement, tels Gunnar Myrdal et Barbara Ward, croient au contraire qu'une politique économique qui vise à remédier à l'injustice produit la croissance par voie de conséquence.

Ce n'est pas le rôle des Eglises de donner des directives dans le domaine économique ou politique. L'enseignement chrétien n'offre pas de solutions toutes faites. L'Eglise peut cependant faire prendre conscience des besoins les plus profonds et aider les chrétiens dans le choix de leurs objectifs et de leurs méthodes.

La bible apporte encore quelques autres notions essentielles. Celle qui touche à la valeur de la personne humaine implique que chaque individu a besoin d'une tâche, d'un travail qui le satisfasse. Un plan économique qui prévoit consciemment l'augmentation

du chômage est indirectement blessant pour la dignité humaine. Se sentir superflu est ce qui peut arriver de plus humiliant à quelqu'un. L'enseignement du Christ établit quelles doivent être les priorités dans la communauté des hommes. C'est ainsi qu'il conduit à une économie juste.

Il ne s'agit pas cependant, sur la base de déclarations et de programmes politiques, de s'aligner à la légère sur tel ou tel parti, telle ou telle propagande sous prétexte que ceux-ci plutôt que ceux-là sont créateurs de la justice. La ligne de front ne passe pas entre les partis mais dans le cœur de chacun de nous, qu'il se place à gauche ou à droite de l'échiquier politique. «Aime ton prochain comme tu t'aimes toi-même,» est l'injonction qui doit déterminer notre comportement et elle nous interdit de juger ni de condamner les autres.

Rien n'est plus facile que d'énumérer les erreurs de l'Eglise du Christ. Les exemples abondent à chaque époque de son histoire. L'écrivain norvégien Erik Damman en énumère quelques uns : plus de cinquante millions d'Africains enlevés comme esclaves, les indigènes des Caraïbes exterminés, les Indiens d'Amérique du Nord décimés, l'antique culture de l'Amérique latine anéantie, tout cela avec la complicité de l'Eglise, les populations d'Asie exploitées comme planteurs et coolies pour assurer la croissance économique de l'Europe chrétienne. «Cette classe européenne, écrit-il, dont la religion condamne l'adoration du veau d'or, a développé un système économique qui, selon les économistes eux-mêmes, se désintégrera le jour où l'homme perdra le mobile du profit et cessera d'accroître sa richesse personnelle.»

L'Eglise chrétienne est assimilée ici à la pensée collective en un temps donné. Il est donc injuste d'oublier la lutte individuelle de ceux qui, à toutes les époques, ont pris leur foi au sérieux. Le christianisme a survécu à toutes les crises et aux périodes d'humiliation grâce à ceux-là. De tout temps, des personnalités chrétiennes ont réveillé les consciences, fait démarrer des mouvements sociaux, pris des initiatives quand les autorités restaient passives.

Pendant les années 50 et 60, les missions chrétiennes de plusieurs pays européens, en particulier d'Allemagne, voulaient rester en dehors des programmes d'assistance. Un changement a eu lieu

et, aujourd'hui, dans bien des secteurs, les œuvres d'entraide chrétiennes sont le canal sûr par lequel l'aide peut atteindre ceux qui en ont besoin.

Il serait bon que les éléments les plus qualifiés de nos pays consacrent au moins une année à des tâches essentielles dans les pays du tiers monde. Ceux qui ont vécu cette expérience ne le regrettent pas. S'ils ont pu apporter leur savoir-faire, ils ont aussi acquis une nouvelle compréhension des hommes.

Un des grands auteurs de l'ancien testament qui s'exprime dans le livre d'Esaië a proposé une attitude envers les populations sous-développées de son temps qui est aussi actuelle aujourd'hui qu'elle pouvait l'être à son époque. Voilà ce qu'il proposait à ses compatriotes: «Détache les chaînes de la méchanceté, dénoue les chaînes de la servitude, renvoie libres les opprimés, et que l'on rompe toute espèce de joug; partage ton pain avec celui qui a faim, et fais entrer dans ta maison les malheureux sans asile; si tu vois un homme nu, couvre-le et ne te détourne pas de ton semblable...»

Aujourd'hui, on rencontre cette misère dans chaque continent. Le besoin est global et toute solution réaliste nous oblige à penser globalement.

4. Les artisans du changement

Le premier rapport du Club de Rome *Les limites de la croissance* a constaté que l'homme possède aujourd'hui la plus forte combinaison de connaissances, de moyens et de ressources que le monde ait jamais connus. Il a techniquement tout ce qu'il faut pour créer une forme de société totalement nouvelle qui pourrait perdurer pendant des générations. Le rapport constate que seuls deux facteurs manquent : des finalités et la volonté de les atteindre.

Un équilibre économique équitable ne saurait être obtenu par décret parlementaire. La tâche exige toutes les composantes de la société. La justice sociale ne peut pas non plus être créée par la philanthropie, car un nouvel ordre exige un changement profond des mécanismes du pouvoir qui doit se manifester aussi bien dans les pays pauvres que dans les riches. Établir une nouvelle justice par des moyens pacifiques est une course contre la montre. À la fin du siècle, un milliard d'hommes désespérés pourraient ne voir aucune autre issue à leur situation que la violence.

Lors de sa visite en Algérie en 1976, le porte-parole du parti social-démocrate finlandais Kalevi Sorsa a souligné que, pour un socialiste, un nouvel ordre économique mondial n'est pas seulement un défi moral ou une nécessité pratique, mais qu'il offre aussi une issue à la récession et aux crises économiques et politiques parce qu'il exige un effort conjugué des pays industrialisés et des pays en voie de développement. Trente-cinq millions de chômeurs dans le monde industrialisé représentent une capacité industrielle de grande envergure qui reste inexploitée. Elle correspond dans les

pays sous-développés à un manque au moins aussi grand de marchandises et de services. La simple logique pousse à relier ces deux facteurs.

Les petits pays ont des possibilités d'action particulières. Leurs industries travaillent en général à une échelle qui convient bien aux besoins des pays en voie de développement. Leurs engagements extérieurs éveillent rarement des soupçons d'intérêts politiques à long terme.

La Suède a déjà exploré les possibilités de collaboration avec les Etats frontières de l'Afrique du Sud. Au Zimbabwe, le président Mugabe a affirmé que les portes sont grandes ouvertes aux pays nordiques car ceux-ci ont déjà prouvé leur volonté d'aider son pays. Ces portes ne resteront cependant pas forcément ouvertes éternellement; c'est pourquoi nous devrions saisir toute occasion de tendre la main à ces pays et jeter les bases d'une association à long terme dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie.

Toute considération économique ou morale prouve la valeur d'une telle coopération quand elle s'établit entre partenaires égaux. L'industrie a un rôle capital à jouer pour la mettre en œuvre. Sans minimiser les efforts inlassables des diplomates, il est vrai que les chefs d'entreprises ont des atouts non-négligeables. Ils ne sont prisonniers d'aucun protocole. Ils peuvent toucher directement les leviers du développement. Les gens avec lesquels ils travaillent sont justement ceux dont la tâche consiste à promouvoir les échanges.

La collaboration ne se crée jamais par obligation. Les Japonais affirment que les Européens sont motivés par un sentiment collectif de culpabilité à cause de l'exploitation qu'ils ont exercée dans les siècles passés. Le professeur P.T. Bauer de la *London School of Economics* admet qu'un sens de culpabilité a peut-être favorisé l'aide croissante au tiers monde. Des remords concernant les temps révolus du colonialisme sont cependant, selon lui, tout à fait injustifiés. Il repousse en conséquence le rapport Brandt et son imploration à collaborer, car, estime-t-il, il conduira au conflit politique après avoir encouragé le gaspillage économique.

A mon sens, les deux opinions sont dépassées, car ni le sentiment de culpabilité, ni le calcul égoïste ne sont des mobiles décisifs

si l'on vise à établir des relations orientées vers l'avenir. Il faut plutôt la conviction que la coopération est la seule politique intelligente. Or celle-ci ne peut être efficacement mise en œuvre que lorsque la valeur absolue de la personne humaine est respectée. On ne peut alors plus séparer les besoins économiques des autres besoins fondamentaux et ceux-ci sont tout aussi criants dans le nord qu'ils le sont au sud.

Plus nous attendrons pour enrayer le fléau de la faim, plus se manifesteront d'autres périls globaux. Le rapport Brandt le montre clairement. Malheureusement, ses recommandations ne sont toujours pas prises au sérieux. Le *International Herald Tribune* estime que de l'avoir mis au frigo constitue une des grandes erreurs politiques de notre temps. Un des membres de la commission Brandt constatait que tout rapport, aussi pertinent soit-il, reste un chiffon de papier si personne, ni aucun pays, ne l'adopte et n'en applique les conclusions. Avec les ressources qui sont disponibles aujourd'hui, l'objectif n'est pourtant pas inatteignable. Le problème pratique de la faim doit orienter tous nos efforts car la recherche d'un nouvel équilibre économique hors de ce contexte perd toute autorité morale.

Ma conviction intime est que les pays nordiques en particulier doivent prendre une responsabilité entière dans un effort concerté pour surmonter la misère, la faim et les injustices les plus criantes. C'est le plus grand défi social de notre époque. D'aucuns estiment la tâche impossible. Une situation est pourtant rarement sans espoir tant qu'on ne la considère pas comme telle. Aujourd'hui, il est plus dangereux que jamais de désespérer et de se résigner.

Dans son compte rendu de la conférence sur la science et la technologie qui s'est tenue à Vienne en 1978, la *Frankfurter Allgemeine* écrivait que l'immense apport des découvertes scientifiques du 20^e siècle n'a aucune incidence sur le mode de vie de la majorité de ceux qui vivent dans la pauvreté. Ceci n'est pas normal et nos pays doivent investir davantage dans des programmes de recherches répondant plus spécifiquement aux besoins du tiers monde.

On sait que les guerres ont fait faire des pas de géant à la technologie. L'indigence choquante de nos semblables ne peut-elle pas stimuler tout autant notre imagination et notre conscience?

De temps à autre, les pays scandinaves ont manifesté leur volonté de collaborer entre eux sur le plan industriel. L'entreprise Volvo par exemple a montré à diverses reprises l'efficacité d'une coopération nordique face à la concurrence internationale. Un quart du commerce extérieur des pays nordiques est déjà coordonné et les statistiques de la Banque nationale suédoise concernant le développement commercial internordique des années 70 montrent qu'un effort économique conjugué encourage la croissance économique de chacun des partenaires. Les années 80 confirmeront certainement cette tendance. Nous pourrions élargir notre horizon au-delà de notre propre développement industriel et joindre nos efforts dans une action altruiste commune. Les résultats seraient plus rapides que par des actions nationales séparées. Notre niveau technique, la dimension de nos pays comparée à celle des grandes puissances, notre héritage démocratique et notre système politique nous ouvrent des possibilités privilégiées.

Les peuples nordiques ont un sens de la justice profondément ancré. Il s'est développé dans les grands mouvements populaires du siècle passé qui enseignaient qu'il dépend de vous et de moi que la société soit bonne ou mauvaise. Il y a moins d'un siècle, les peuples scandinaves étaient encore les plus pauvres d'Europe. Aujourd'hui, ils sont parmi les plus riches et ils ont à nouveau besoin de s'engager pour la justice, mais cette fois-ci en dehors d'eux-mêmes. « Vous avez récolté les fruits de la prospérité, soulignait le journaliste indien Rajmohan Gandhi lors d'une visite en Suède. Venez maintenant nous aider à en semer la graine chez nous. »

Il est clair que nous ne pouvons continuer à exister comme une île de bien-être dans un monde qui évolue de façon dramatique.

Le rôle de l'individu

« Un tout petit galet lancé dans un étang en change complètement l'aspect », disait un jour la reine Elisabeth d'Angleterre. On se heurte pourtant constamment à l'idée erronée qu'un individu, noyé dans la masse, n'a aucune prise sur les événements. C'est une

philosophie que colportent des calculs statistiques et prospectifs dans lesquels l'imagination des individus compte pour beurre. En réalité, les solutions géniales proviennent toujours de personnes individuelles qui se mettent à faire les choses différemment. Les dirigeants politiques, et parfois même religieux, ne savent cependant compter que sur des organisations. Certains, quand ils se sentent menacés dans leur propre autorité, s'évertuent même à contrecarrer toute initiative privée. Les gens, qui souffrent facilement de sentiments d'infériorité, se découragent. Ils sous-estiment leurs capacités et des initiatives valables ne voient jamais le jour. On ne fait pas mieux pour provoquer le désintéret pour la chose publique.

L'homme ordinaire se contente trop vite d'être un pion. Or, il a parfois une vue plus exacte ou plus large que les experts. Ceux-ci tiennent rarement compte de la puissance de la compassion qui motive pourtant des quantités de gens. Ce ne sont pas forcément des spécialistes mais ils se sentent concernés par l'avenir et sont prêts à faire des sacrifices pour le préparer. Ils ont donc leur mot à dire même s'ils ne comprennent en apparence rien aux subtilités des experts en économie.

Les nouvelles que les médias nous servent quotidiennement sont parfois si déprimantes qu'il se produit un phénomène de ras-le-bol. Nous devenons immunisés contre les ravages de la faim et de l'injustice. L'antidote à ce découragement est donné par la foi que Dieu a un projet pour le monde, au-delà de toutes ces horreurs, et que chacun de nous a une part spécifique pour le mettre en œuvre. La vie prend alors un autre sens. Les intérêts secondaires, les habitudes qui nous lient peuvent être abandonnés au profit de ce que Dieu attend de nous personnellement. Notre position dans la hiérarchie sociale, l'épaisseur de notre porte-monnaie importent peu. Ce qui compte, c'est la hauteur de notre vision. Si les pensées qui nous occupent sont limitées, c'est que les buts que nous nous sommes fixés sont restreints. Inversement, de grands objectifs nous débarrassent de la mesquinerie et de l'égoïsme. Ce n'est pas tant la masse de nos activités qui change, mais la qualité de ce que nous faisons.

Une compréhension nouvelle de ce qui touche les autres sera le signe que nous sommes sur la bonne voie. La perspective de notre

vie s'élargira. Un homme qui s'intéresse aux autres ne perd jamais pied, car il reste en contact avec la réalité des hommes. Si la misère du monde ne consiste pour nous qu'en quelques déclarations sur le PNB des plus défavorisés, nous n'avons rien compris. «Aucune statistique ne peut exprimer ce que c'est que de voir un enfant mourir», disait Olof Palme, le premier ministre suédois qui fut assassiné. Or chaque jour, 40000 mères voient leur enfant mourir de faim.

Somme toute, la faim et la misère sont la marque d'une faille dans les relations humaines. Pour y remédier, il faut se mettre à servir ses semblables.

Les pionniers

«Les grandes conférences apportent rarement des solutions aux grands problèmes, commentait le quotidien finlandais *Helsingin Sanomat* dans un éditorial. On y échange des opinions et on y donne libre cours à l'amertume.» Il est vrai que les débats y sont souvent des dialogues de sourds. C'est plutôt dans le silence que se dénoue le nœud des problèmes.

Un homme se sent interpellé par un besoin qu'il voit dans la société. Il n'a pas forcément une préparation intellectuelle particulière, n'a pas de moyens extraordinaires, mais il a la conscience de certaines valeurs auxquelles il tient. C'est ainsi que des hommes et des femmes de toutes conditions et de tous pays ont fait avancer le monde vers une nouvelle justice. Ce qui les caractérise, c'est d'avoir mené un combat pour le respect absolu de la valeur humaine en liaison avec une vision d'avenir.

Toyohiko Kagawa a trouvé dans ses jeunes années une foi militante qui a fait naître en lui la passion d'aider les nécessiteux du Japon. Inspiré par son maître d'anglais qui laissa une marque inaltérable sur lui, le jeune Kagawa comprit qu'un seul homme qui se dévoue pour servir ses semblables a une importance infinie. «Dieu n'agrée pas les rituels, mais la compassion», disait-il. Il se mit au travail à Shinkawa, le quartier le plus misérable de Kobe. C'était au

début du siècle. Sa famille avait préparé pour lui une carrière de diplomate. Elle rompit tout lien avec lui et le déshérita. Kagawa commença sans un sou. A l'époque, il n'existait au Japon ni salaire fixe, ni temps de travail. Les conditions de logement étaient épouvantables. La misère des grandes villes criante. C'est parfois au risque de sa vie que Kagawa s'est attaqué aux fléaux sociaux de son pays.

Son programme comportait à la fois une aide immédiate aux indigents et l'éveil de la conscience collective afin que soient entérinées dans la législation de justes conditions pour tous. Il estimait que l'industrie n'existait pas pour le profit mais pour le service et cela lui valut des oppositions farouches. Sa préoccupation sociale intense le conduisit à s'investir corps et âme dans le mouvement ouvrier. Il organisa des syndicats parmi les travailleurs de l'agriculture et des fabriques. Il fonda le mouvement coopératif. Après la deuxième guerre mondiale, il favorisa l'instauration de la démocratie au Japon. Pour Kagawa, l'amour était le principe révolutionnaire éternel. Sans lui, tout progrès social dans le vrai sens du terme était impensable.

En 1842, Anthony Cooper, devenu par la suite lord Shaftesbury, publiait un rapport sur le travail des femmes et des enfants dans les charbonnages d'Angleterre. Les conditions qui prévalaient alors dans les mines sont presque inimaginables pour nous. L'Eglise et le gouvernement faisaient preuve d'une tolérance scandaleuse. On prétendait que l'économie de l'Angleterre serait ruinée si on abolissait l'esclavage et renonçait à la main d'œuvre infantile. Cooper était entré au parlement à 25 ans, préoccupé uniquement par sa propre carrière. Il fut fortement ébranlé quand il fut mis en contact avec la réalité. Abandonnant l'idée de devenir un jour ministre, il devint le porte-parole des exploités. Par ses origines, il était étranger au mouvement ouvrier mais, en allant voir les mineurs chez eux, il se familiarisait directement avec les faits. Ce qu'il constatait le conduisit à abandonner toute retenue.

A la suite d'un combat qu'il mena pendant plus de trente ans avec des amis de son bord et des pionniers du mouvement ouvrier, Shaftesbury réussit à faire passer des lois limitant la journée de travail à dix heures et protégeant les enfants et les adolescents.

En adoptant la cause des opprimés de son pays, Shaftesbury a dû se libérer des préjugés de son propre milieu et des limitations de son éducation. Quels sont les hommes politiques qui, aujourd'hui, seront prêts à déclencher une campagne semblable pour mettre fin aux injustices de notre époque auxquelles nous n'avons jusqu'ici réagi que mollement ?

La famille Hardie en Ecosse vivait à l'opposé de celle de lord Shaftesbury. A l'âge de dix ans, le jeune Keir dut s'embaucher dans les mines de charbon. Sa scolarité n'avait duré que quelques mois. En 1882, Keir Hardie devint le premier député du parti travailliste britannique à la Chambre des Communes. «L'impulsion qui m'a poussé dans le mouvement ouvrier et l'inspiration qui a continué à me conduire proviennent davantage de ce que Jésus de Nazareth a enseigné que de toute autre source», disait-il vers la fin de sa vie. Tout au cours de celle-ci, Hardie avait constaté que la conviction ardente d'un petit nombre vaut plus que la sympathie générale de toute une masse: «Une douzaine d'hommes qui savent ce qu'ils veulent, qui ont une confiance totale les uns dans les autres et qui sont libres de toute recherche personnelle, sont plus influents que cinquante mille qui sont prêts à nager avec le courant et à s'incliner devant le numéro un.» L'amertume que Hardie ressentait à la suite de ce qu'il avait traversé comme enfant s'est peu à peu changée en sollicitude et en compassion pour les autres. C'est ce qui lui permit de souder un mouvement formé de groupes et de tendances qui, au départ, n'étaient pas d'accord entre eux.

Après une visite en Asie, Hardie a consacré les années qui lui restaient à soulager la misère des Indes. Ses propositions pratiques peuvent sembler aujourd'hui modérées mais, il y a cent ans, elles étaient bien au-delà de tout ce qu'on envisageait communément.

Au cours de sa jeunesse, Martin Luther King fut fortement impressionné par le Mahatma Gandhi. L'action qu'il mena plus tard pour faire reconnaître les droits élémentaires des Noirs américains s'inspira donc fortement du Mahatma, selon des principes simples: «Ne pas recourir à la violence. Ne pas s'abaisser à la haine. Répondre à la haine par l'amour.» Son combat reçut une recon-

naissance universelle quand lui fut attribué le prix Nobel de la paix. Il avait 35 ans. Quatre ans plus tard, il était assassiné, mais son influence n'a cessé de se répandre jusqu'à ce jour.

Quelques décennies plus tôt, celui qu'on a appelé le Gandhi de Sicile avait été inspiré par les mêmes méthodes de non-violence. Danilo Dolci interrompit des études d'architecte pour se consacrer entièrement à la cause des nécessiteux. Son combat visait autant à secouer l'apathie des gens qu'à soulager leur misère. «Quand quelqu'un exploite un de ses semblables, directement ou indirectement, il exerce toujours une forme de violence», disait-il. Dolci a dénoncé avec vigueur la misère cachée en se basant toujours sur des situations réelles. Quand il ne recevait pas de réponse des autorités, il se servait des méthodes non-violentes de Gandhi. Il a connu les persécutions et la prison.

Un jour, Dolci vit un nourrisson mourir de faim. Il se coucha sur la paille et décida de faire la grève de la faim jusqu'à ce que les autorités se préoccupent des pauvres. Craignant un scandale international, celles-ci débloquent des crédits.

Lors de sa visite en Finlande en 1960, Dolci raconta qu'il avait fait l'expérience qu'un petit groupe, même de peu d'apparence, peut devenir le levier qui met en route la roue de l'évolution. Il prônait le développement d'une multitude de *laboratoires* qui feraient la démonstration d'un nouveau style de vie. Il imaginait des groupes spontanés qui se mettraient en mouvement pour mettre une idée en application, vivant eux-mêmes en totale harmonie avec leurs objectifs. Pour que les humains s'entendent, il fallait qu'ils travaillent ensemble à un but commun.

Frank Buchman, pasteur luthérien, commença à œuvrer parmi les orphelins dans les bidonvilles de Philadelphie, puis dans des cercles d'étudiants de Pennsylvanie. Pendant ces premières années, il apprit, parfois à ses dépens, que dans un programme d'entraide, une personne n'est pas un numéro dans une statistique mais une personnalité qui mérite d'être considérée comme telle. «Si les passants dans la rue souffrent de conjonctivite, on ne peut pas les soigner en les aspergeant de gouttes depuis le deuxième étage des maisons.»

Pour lui, toute personne était une «âme royale». Sa sollicitude minutieuse envers les autres le préservait du découragement.

Buchman comprit très vite qu'en travaillant uniquement au niveau des symptômes, on condamne nos pays à poursuivre sur la voie des conflits perpétuels et du chaos. La racine du mal se trouve dans les motivations individuelles et c'est là qu'il faut apporter le remède. Le point de départ logique est de commencer par changer soi-même et ceci est resté l'élément central de toute l'action qu'il a menée à l'échelon international. Buchman ne cherchait pas à attirer les gens dans un mouvement. Il voulait plutôt les mettre en mouvement en leur montrant les tâches qu'ils pouvaient accomplir. Pour reprendre le mot de Gabriel Marcel, il savait relier l'intime au mondial.

Buchman a ainsi touché des dirigeants de la vie publique et, plus souvent, des gens inconnus. Son travail personnel auprès des gens a eu petit à petit une grande portée. Il s'occupait des individus un à un, les aidant à se libérer de l'amertume et de l'égoïsme. A leur tour, ces gens devenaient des canaux pour faire passer un courant de réconciliation. Parmi ceux qui subirent son influence, il faut citer l'industriel français Robert Carmichael qui, dès les années 60, mena une action de pionnier dans sa branche. Président de l'Association française de l'industrie du jute, il réussit, non sans mal, à faire admettre la stabilisation des prix du jute sur le marché international. Le Pakistan oriental, aujourd'hui Bangladesh, assurait le 60% de ses réserves en devises par la production du jute, mais les fluctuations des prix le mettaient dans de constantes difficultés. L'accord, inspiré par Carmichael, quoique modeste en regard de la production totale de matières premières en provenance du tiers monde, a servi d'exemple et a conduit peu à peu à d'autres accords semblables.

Le point de départ, dans la vie de Carmichael, fut une expérience personnelle de changement qui remua ses motivations et ses objectifs les plus profonds. Il acquit une conception toute nouvelle de sa mission d'industriel. Son souci du profit maximum fut remplacé par un intérêt pour les hommes. Un jour que Carmichael sortait de son hôtel à Calcutta, il trébucha sur un être qui était mort de faim. Ce fut comme un appel à sa responsabilité d'employeur et

désormais il ne put plus rester tranquille. L'idée que les cultivateurs du jute pouvaient se trouver privés du nécessaire parce que lui et ses collègues marchandait les prix sur le marché mondial lui devint intolérable.

Le plus dur pour Carmichael fut de convaincre les autres utilisateurs du jute de renoncer à leurs intérêts personnels ou nationaux afin de résoudre le problème dans son ensemble. Il lui fallut un travail de persuasion qui dura plusieurs années. Des intrigues dramatiques précédèrent la rencontre décisive. Les Allemands prétendaient qu'on ne pouvait pas faire confiance aux Indiens et aux Pakistanais. Les Anglais étaient opposés par principe à tout accord. L'intégrité et le désintéressement de Carmichael ne faisaient cependant aucun doute pour personne. Il n'y avait chez lui aucune arrière-pensée. Son autorité morale et sa conviction inébranlable permirent l'accord qui fut finalement signé au siège de la FAO à Rome entre vingt pays producteurs et consommateurs de jute. Le directeur de la FAO dit plus tard que l'industrie du jute avait montré le chemin d'un nouveau type d'accord international. Le fait que par la suite d'autres difficultés se soient présentées dans le marché du jute n'enlève rien à la valeur de cet exemple. Elles ne font qu'inciter d'autres hommes à poursuivre dans la voie que Carmichael a tracée et à surmonter à leur tour tous les obstacles.

Dans les pages précédentes, j'ai plusieurs fois mentionné Schumacher. A son décès, *The Times* de Londres a écrit que très peu de personnes ont réussi à changer de façon aussi profonde le cours de la pensée de leurs contemporains. Schumacher faisait partie d'une minorité intensément créatrice. Sa conception d'une technologie à la fois moderne et équilibrée pour le tiers monde a trouvé un écho dans le monde entier et a inspiré des programmes d'action dans de nombreux pays. Il soulignait par exemple que des places de travail doivent être créées là où les gens vivent et non pas dans des endroits vers lesquels ils auraient tendance à émigrer. Les méthodes de production doivent être simples afin de permettre d'employer des gens sans formation professionnelle sophistiquée. Dans un premier temps, il faut utiliser la matière première locale et viser à écouler les produits sur le marché local.

Il y a à peine vingt ans, les pensées de Schumacher étaient étrangères à beaucoup d'hommes d'affaires. Une prise de conscience a maintenant lieu partout. Anders Forsse, un Suédois qui a collaboré avec Schumacher, parle de *technique adaptée*. Celle-ci n'implique pas un retour au niveau le plus primitif, mais le refus de rester enfermé dans des concepts techniques et économiques sans relation avec les données de la situation locale prise dans son ensemble. En fait, la *technique adaptée* exige une forme de coopération plus étendue et plus réfléchie. Forsse affirme qu'il ne connaît aucun projet agricole dans les pays sous-développés qui ait réussi quand on a misé sur une agriculture étatisée, hautement mécanisée. Des groupes de *technique adaptée* (*Intermediate Technology Development Groups*) existent dans plus de vingt pays. Le gouvernement britannique a été le premier à soutenir leurs méthodes. D'autres commencent à s'y intéresser.

Mettre les connaissances, l'instruction et les idées à disposition des pays d'Afrique et d'Asie peut devenir une des principales contributions des pays nantis, car ces continents offrent des possibilités presque illimitées en initiatives individuelles. En fin de compte, l'aide sous forme de savoir-faire est beaucoup plus importante que l'aide matérielle. Chaque pays pourrait définir ses possibilités particulières et offrir son aide là où son expérience spécifique peut être la plus utile. Qu'il s'agisse d'organisation de coopératives, de production d'énergie locale, de plantation de forêts, chaque projet réussi sera le fruit des efforts de personnes tenaces qui auront abordé les problèmes en ces termes.

C'est toujours la force de conviction chez un seul homme qui ouvre la voie aux solutions efficaces et durables. L'officialité suit les initiatives de pionniers qui ont enclenché la machinerie. «Une partie des difficultés d'aujourd'hui vient de ce que l'on croit l'individu impuissant», s'exclamait un jour l'archevêque de Canterbury. L'espoir pour l'avenir réside dans le changement de l'homme et non dans les plans élaborés par des groupes de spécialistes.

Certains seront les pionniers de nouveaux mouvements, d'autres entreront dans la politique pour l'orienter vers des objectifs de service. D'autres enfin pourront se rendre utiles dans des organisations et des groupes de travail déjà existants. Les tâches qui revien-

nent à chacun sont différentes, mais l'optique dans laquelle elles sont accomplies est la même. Certes, nous ne pourrions pas toujours réaliser nos idées. Peut-être nous contenterons-nous d'en transmettre une, que quelqu'un d'autre mettra en pratique.

J'ai déjà mentionné le combat qu'a mené en Angleterre le député Wilberforce pour faire abolir l'esclavage. A une étape de sa vie, il avait à ses côtés un seul étudiant qui récoltait du matériel pour lui et l'encourageait à continuer. Par la suite, une équipe déterminée s'est constituée autour de lui. Elle comprenait six députés, un ancien gouverneur général des Indes, quelques hommes d'affaires, des journalistes et des prêtres. Comme le soulignait un historien, aucun premier ministre ne put jamais compter sur un tel gouvernement. Leur action produisit des tempêtes de protestations mais, au bout de vingt ans, leur cause aboutit. Seule une équipe totalement unie pouvait supporter des affronts pendant une si longue période sans se décourager.

Il est vrai qu'elle pouvait compter sur l'appui de dizaines de milliers de personnes répandues dans tout le pays, dont la responsabilité sociale avait été éveillée par les campagnes populaires de John Wesley. Ce n'est que sur son lit de mort en 1839 que Wilberforce apprit que l'esclavage était définitivement aboli en Angleterre et dans ses colonies.

On voit qu'il n'y a pas de formule toute faite. Trop se préoccuper de la manière dont les autres ont agi peut avoir l'effet d'un frein sur nos propres possibilités. Celles-ci se révèlent à nous quand nous nous laissons toucher par les besoins du monde dans lequel nous vivons et que nous acceptons d'en prendre la charge.

Bakchich et pots-de-vin

La corruption dans certains pays du tiers monde met parfois nos pays dans une situation embarrassante. Faut-il l'accepter comme une part traditionnelle d'un style de vie ou est-elle un obstacle décisif sur la voie d'une nouvelle justice? Les deux opinions sont défendues parmi les responsables de l'industrie et du commerce

des pays occidentaux. Certains d'entre eux considèrent que des paiements versés à des membres de gouvernements font partie de pratiques commerciales tout à fait acceptables. «Indépendamment de considérations morales, me disait un chef d'entreprise, c'est un fait que pour conclure des affaires dans certains pays et rester concurrentiels, il n'y a pas d'autre moyen.»

Après le scandale de Lockheed qui avait révélé que d'énormes dessous-de-table avaient été payés notamment au Japon, les Etats-Unis ont promulgué des lois plus strictes, mais aujourd'hui l'industrie américaine se plaint de ne plus pouvoir relever le défi de la concurrence européenne et certains de ses dirigeants estiment que la loi ne devrait pas s'appliquer aux contrats qui sont faits avec l'étranger.

Un ancien membre du gouvernement du Zimbabwe révéla lors d'une visite en Europe à quelles pressions les nouveaux dirigeants africains se trouvent soumis. «Les Blancs nous ont cédé le pouvoir politique, disait-il, mais ils détiennent toujours le pouvoir économique. Quand j'étais ministre des Finances, leurs émissaires se présentaient chez moi, parfois secrètement. Ils me proposaient de gros contrats. Une fois, il m'ont offert 3 millions de dollars pour un contrat portant sur 50 millions. L'argent devait être déposé sur un compte numéroté à l'étranger. C'était une tentation presque irrésistible pour moi, un homme issu d'un petit village africain. Si j'avais cédé, je n'aurais plus eu envie de servir mon pays et ne me serais intéressé qu'à amasser de l'argent. C'est une des réalités de l'Afrique indépendante.» Le ministre avait averti les multinationales de ne pas se mêler de politique. Quoiqu'elles ne se soient pas toutes bien comportées, il estimait que, dans l'ensemble, elles avaient joué le jeu et qu'elles avaient contribué au développement du pays.

On pourrait croire qu'une question aussi brûlante est souvent à l'ordre du jour des grandes conférences sur le développement. Erreur! L'ambassadeur Mackenzie raconte que pendant toutes les années qu'il a passées au service de l'ONU, il n'a jamais assisté à un débat sur ce sujet. «Il serait pourtant temps de reconnaître que la corruption est incompatible avec un nouvel ordre économique

et d'en tirer les conséquences dans nos échanges économiques», dit-il. Mackenzie vise là tout autant les pratiques exercées dans les pays riches que dans les pays pauvres.

En dehors des considérations éthiques, toutes les enquêtes semblent démontrer que la corruption paralyse ou du moins retarde un développement harmonieux. Ainsi, ce qui est juste du point de vue moral se révèle ici encore judicieux à long terme sur le plan économique.

Il est impossible d'évaluer le coût de la corruption. Dans un rapport concernant l'Inde, un groupe d'économistes l'estimait entre 9 et 30% du produit national brut. Cependant, sur ce point là, la volonté politique semble totalement manquer. Le pessimisme est donc compréhensible. Au Bangladesh, le président a admis que des passe-droits et des affaires louches détournaient quelque 40% de l'aide extérieure que recevait son pays. Selon des enquêtes privées, l'incompétence et la mollesse dans l'appareil administratif sont la cause de tout autant de gaspillage. Faut-il pour cela réduire l'aide au tiers monde?

Gardons-nous en tout cas de lever un doigt accusateur. Des moyens sont gaspillés chez nous chaque année. Les scandales qui ont éclaté ces derniers temps dans divers pays ont à cet égard été révélateurs.

Quand le gouverneur Anna Abdallah de Tanzanie a visité les pays nordiques, on l'a interrogée sur la corruption dans son pays. Elle a répondu qu'on ne peut pas dissocier les principes de la vie réelle. «Pour penser d'une manière droite, je dois d'abord vivre d'une manière droite», dit-elle. Son compatriote J.E.F. Mhina, qui a représenté son pays pendant de nombreuses années en Scandinavie, estimait que le niveau moral avait baissé en Europe et que le même phénomène se faisait maintenant sentir parmi les dirigeants africains. «C'est une situation grave, dit-il. Nous avons besoin d'une autocritique sévère. Il faut reconnaître qu'il y a du coulage dans les pays du tiers monde.»

La pratique de la corruption est cependant encore considérée comme inévitable ou même justifiée dans les relations avec certains pays exotiques. Ceux qui la prônent ne tiennent évidemment aucun compte des efforts que font certains responsables des pays

avec lesquels ils traitent pour extirper ce cancer. L'ancien président algérien Houari Boumediène avait voulu faire de l'intégrité une priorité. Le président de la Côte d'Ivoire Houphouët-Boigny estimait à la même époque qu'il fallait prêter une attention sérieuse à ce qui a été appelé la maladie du siècle. Cela rejoint la réaction d'un ambassadeur africain venu en Europe pour traiter d'un projet important. Quand ses hôtes lui ont demandé si des paiements spéciaux étaient d'usage, il a répondu avec une certaine vigueur : «Les courbettes et les pots-de-vin rendraient un très mauvais service à mon pays.»

Dans les pays nordiques, la situation est pourtant telle que, dans certaines affaires d'exportation, les gratifications sont exemptes d'impôt. En Suède, dans un cas jugé en 1986, le verdict du tribunal a reconnu que deux millions de couronnes avaient été payées en pots-de-vin. En général, on préfère parler de «gestes visant à favoriser le commerce». En Norvège, le porte-parole de la commission des Finances du parlement a admis que des maisons norvégiennes étaient obligées de «suivre les règles du jeu», en Thaïlande notamment. Un groupe d'Africains de passage en Scandinavie en 1987 ont quant à eux souligné dans un communiqué de presse le nonsens de soutenir d'une main l'aide aux pays sous-développés et de l'autre de favoriser la corruption.

D'après une récente enquête menée en Indonésie, la corruption y est considérée comme la plus grande menace contre la société. En Inde, dans une allocution à son peuple alors qu'il était président de la République, Sanjiva Reddy, se lamentait que les valeurs fondamentales n'aient jamais été autant bafouées depuis l'indépendance. George Fernandes, l'ancien ministre de l'Industrie du même pays, relevait de son côté que quinze ans auparavant on pouvait lancer un débat sur la corruption. «Aujourd'hui, ajoutait-il, c'est devenu un style de vie généralisé.» Au Nigeria, le problème est si aigu que l'ancien président Shehu Shegari a lancé un appel à son peuple en faveur d'une «révolution morale».

Seuls des individus déterminés peuvent rompre la chaîne de l'indifférence, du laisser-aller et de la corruption. Une attitude courageuse peut déclencher un contre-mouvement positif. L'archevêque Vikström conseille aux industriels de «prendre le risque d'agir de

façon droite». Renoncer aux dessous-de-table peut faire perdre une bonne affaire, mais cela produit un capital de confiance qui apporte des dividendes à long terme. L'honnêteté elle aussi est contagieuse.

Pour combattre la corruption, il faut commencer par agir honnêtement chez soi. Ne nous laissons pas entraîner dans des situations dans lesquelles nous nous sentons prisonniers et ne pouvons plus refuser certaines pratiques. Etre honnête, ce n'est pas de la naïveté comme prétendent certains. Cela ne veut pas dire de tout raconter à n'importe qui. Car il y a aussi des gens qui essaient de profiter de la sincérité des autres.

L'honnêteté, cela signifie prendre ses distances des procédés qui ne supportent pas la lumière du jour. Certains se gardent d'agissements douteux, mais ils tolèrent la corruption qui règne autour d'eux. Il faut oser dénoncer ce qui est pourri si l'on veut pouvoir assainir les rouages de la coopération à l'échelle mondiale.

Un représentant du mouvement ouvrier suédois a souligné que *la Suède de la combine* qui s'est développée depuis quelques années n'avait rien à envier aux pays sous-développés en matière de corruption. Il ajoutait cependant qu'il connaissait des gens décidés à ne plus tricher dans leurs déclarations de revenus ni dans leurs formulaires d'assurances et que cela était encourageant. Un propriétaire terrien du même pays faisait part de ses impressions au retour d'un voyage en Inde: les paysans de là-bas étaient restés sur leurs gardes tant qu'il avait voulu leur donner des conseils agronomiques. Par contre, il avait eu toute leur attention quand il leur avait dit qu'après avoir triché dans ses impôts, il était devenu honnête. Ses conseils étaient alors pris au sérieux.

Des normes éthiques immuables sont des points de repère dans des situations où les opinions et les intérêts divergent. Quand la manière d'avancer ne se montre pas clairement, la lumière se fait quand personne n'a plus rien à cacher jusque dans ses mobiles les plus secrets. Des lois pour juguler la corruption sont nécessaires, mais il faut surtout des hommes qui dans leur pratique des affaires créent un climat de transparence. «Eliminer la corruption, cela dépend de votre manière de vivre et de la mienne», disait le président Mugabe du Zimbabwe à ses compatriotes. Ceux qui dans les pays

industrialisés décident de conduire leurs affaires en suivant la ligne droite sont donc les véritables alliés du développement des pays moins favorisés.

Réaction en chaîne

Qu'implique pour le monde actuel la justice de Dieu ? La question mérite d'être creusée, quels que soient nos optiques de départ et nos points de vue politiques. Dans le respect de la dignité humaine, nous trouvons déjà une échelle de valeurs commune et des opinions divergentes nous empêcheront de voir les problèmes de façon unilatérale. Si le but à atteindre est clair, il ne reste qu'à s'armer de ténacité.

Devant la multiplicité et la complexité des problèmes mondiaux, nous sommes vite désorientés. L'interaction des forces en présence nous échappe et nous sommes incapables de les maîtriser. Nous sommes donc contraints d'abandonner la stratégie globale à Dieu. Sans être passifs, nous devons admettre que notre intelligence humaine est dépassée. Et pourtant, l'apport de chacun n'est pas insignifiant.

Toute initiative, qu'elle soit celle d'un individu isolé ou celle d'une collectivité, influe sur l'ensemble. Or, l'expérience semble prouver qu'une puissance supérieure intervient quand les motivations des hommes sont altruistes et qu'elle coordonne ce qu'aucun ordinateur ne pourra jamais enregistrer. Ainsi, dans une perspective globale, l'action apparemment la plus anodine a son importance. Elle contribue à un effort coordonné dans lequel chaque geste compte. Il n'est donc pas indifférent pour l'ensemble que nous l'accomplissions ou pas. Elle est comme un maillon d'une chaîne.

L'Autrichien Hermann Gmeiner est le père de l'idée des *SOS, villages d'enfants*. Il a raconté qu'un jour le sort des orphelins l'a tellement saisi qu'il a abandonné ses études pour s'occuper d'eux. On a ri de lui. On l'a traité de fantaisiste et pourtant son mouvement a pris racine et connaît un développement international. En 1983, Gmeiner a reçu le prix de la Fondation Carnegie. «Le tiers

monde est maintenant notre priorité, dit Gmeiner. Si chacun fait un peu plus que ce qui est absolument nécessaire, tout est possible.» Il parle d'une «réaction en chaîne de la bonne volonté» qui, une fois déclenchée, peut encercler le monde.

Pour prendre une autre image, on peut penser à une équation mathématique compliquée à beaucoup d'inconnues. L'obéissance des individus à ce qu'ils savent en leur for intérieur être juste révèle pas à pas la solution. Sans cette obéissance, le dénouement peut être retardé ou rendu impossible. Dieu seul a une vue globale des choses dans ces hautes sphères de la mathématique éternelle. Mais des individus qui choisissent l'obéissance sont ses seuls instruments pour réaliser ses objectifs.

Quelles sont les conséquences économiques de tels gestes d'obéissance? Il est difficile de le prévoir. Par de multiples expériences positives et aussi par de nombreux faux pas, nous savons simplement que l'équité et la sollicitude envers autrui conduisent à long terme aux décisions économiques les plus justes.

Il faut noter que l'obéissance mentionnée ici ne consiste pas uniquement à choisir entre le bien et le mal ou entre une bonne et une mauvaise solution. Nous pouvons nous trouver devant différentes alternatives, toutes bonnes ou légitimes en soi. Pour y voir clair, il est essentiel d'apprendre à jauger ses propres motivations. La peur des autres, l'amour du confort, la peur du risque et de l'avenir sont des forces impulsives qu'il ne faut pas prendre à la légère. C'est en les examinant en face que s'éclaire notre part personnelle dans la construction d'un avenir différent pour les peuples du monde. Nous pouvons alors nous tenir à la ligne qui nous est impartie sans nous laisser égarer par nos états d'âme et nos déceptions.

Jean Monnet, qui a joué un rôle si important dans la construction de l'Europe économique, comparait son action à l'art de produire du cognac. On apprend avant tout à être patient, disait-il. L'homme propose, mais le temps, Dieu et les saisons doivent être de son côté. Monnet n'a jamais abdiqué quand des gens étroits ou craintifs lui signalaient des obstacles «insurmontables». «Si nous nous trouvons dans un tunnel obscur et que nous entrevoyons une petite lumière, allons-nous faire demi-tour ou allons-nous marcher

vers le but, même si nous savons qu'il est lointain? » Il y a des gens qui refusent de rien entreprendre tant qu'ils n'ont pas la garantie que tout fonctionnera selon leurs plans. Ils se condamnent à l'immobilisme.

Un exemple d'Afrique australe pour illustrer cela. La situation dans cette partie du monde est si compliquée que certains observateurs ont perdu tout espoir d'une solution alors que d'autres estiment cyniquement que la violence est le seul remède possible. Hugh Elliott, un fonctionnaire britannique qui a travaillé 35 ans en Afrique, raconte qu'en Rhodésie, devenue aujourd'hui le Zimbabwe, des représentants des différentes forces politiques rivales pouvaient se retrouver et œuvrer ensemble à la réconciliation nationale parce qu'ils avaient trouvé individuellement des objectifs plus grands que leur propre intérêt et une réponse à la résignation. Le pays était alors en pleine guerre civile et ces hommes s'efforçaient ensemble d'introduire un nouveau facteur dans cette situation désespérée. Parmi eux, il y avait des Blancs qui avaient compris que la meilleure propagande en faveur du marxisme qu'ils abhorraient ne provenait pas de la subversion extérieure mais de leur propre style de vie. Leur foi chrétienne n'avait été qu'une pratique religieuse, au lieu d'être une force spirituelle capable de changer les structures injustes de la société dans laquelle ils vivaient.

Un groupe composé de ces Blancs et de Noirs a donc décidé de se rencontrer chaque semaine pour tenter de voir quelle contribution ils pourraient apporter à une solution pacifique. Peu à peu, ils ont été conduits jusqu'au cœur des événements. Ils ont aidé à la réconciliation raciale sur place et lors de la conférence de Londres qui a abouti à l'indépendance du Zimbabwe. Contre l'attente de beaucoup de gens, celle-ci, après des années d'événements sanglants, s'est instaurée dans la paix. Ces hommes ont démontré qu'un changement d'attitude chez des individus permet de rompre le cercle vicieux de la vengeance et de la crainte qui, dans leur pays, avait perpétué les plus atroces cruautés de part et d'autre. N'est-ce pas là le facteur souvent oublié des diplomates lorsqu'ils essaient de débrouiller un puzzle dont les pièces ne semblent pas vouloir s'emboîter?

Les relations entre pays industrialisés et en voie de développement sont souvent empreintes d'amertume et de rancœur. Seule la force du pardon, offert et accepté, peut ébranler des positions ancrées et débloquent des antagonismes institutionnalisés. L'archevêque Vikström faisait remarquer qu'il y a beaucoup de gens qui prônent une morale élevée, davantage encore qui critiquent et condamnent, mais bien peu qui savent pardonner. Or, cet élément du pardon est aussi une forme de *realpolitik*. Quand Jomo Kenyatta, libéré après des années d'emprisonnement, a pris la tête du Kenya indépendant, il s'est adressé aux fermiers blancs du pays. Peu de temps auparavant, le gouverneur général britannique l'avait surnommé «le combattant de l'ombre et de la mort». Les paroles de Kenyatta sont tombées dans la stupeur générale: «Si j'ai commis une erreur envers vous, je vous prie de me pardonner. Si vous avez commis une faute à mon égard, je vous pardonne. Vous avez votre place dans le Kenya indépendant.» Ces paroles ont empêché l'exode des Blancs, leur permettant de participer à la construction du nouveau Kenya après la révolte mau-mau. Selon l'ancien colon P.D. Abrams, qui fut vice-président du programme de redistribution des terres, la démarche inattendue de Kenyatta avait créé le climat qu'il fallait pour que ce programme puisse être mené à bien.

Quels ponts les chefs d'Etat en conflit ne pourraient-ils pas construire en prononçant des paroles semblables à celles du président Kenyatta. La plupart des politiciens sont trop imbus d'eux-mêmes et trop dépendants de l'avis des autres pour jamais reconnaître leurs torts. Ils se privent de la dynamique que le pardon libère. La sagesse politique dont certains des dirigeants d'Afrique ont fait preuve peut aussi s'exercer en dehors des cercles politiques. Leur simplicité témoigne d'une grandeur d'âme rarement égalée dans nos pays.

Le champ d'action de la diplomatie officielle est limité. Qui donnera aux hommes d'Etat l'appui désintéressé dont ils ont besoin? Qui leur enseignera l'art de la réconciliation? Historiquement, les chefs des nations se sont plutôt exercés à l'art de la guerre. Pourtant, la réconciliation est une condition première si l'on veut rassembler la nation et vivre en paix avec ses voisins. Quand le président du Costa Rica, Oscar Arias, a reçu le Prix Nobel de la

Paix pour son action en faveur de la paix en Amérique centrale, il a parlé du pardon comme d'une des clés de la paix.

Des sentiments blessés ou des rancœurs vis-à-vis d'une personne précise sont parfois la cause d'attitudes négatives envers l'entier du groupe ou du peuple auquel cette personne se rattache. La perspective s'élargit quand nous sommes au clair sur la cause de nos sentiments. Il y a des raisons urgentes de nous libérer de nos préjugés, car ils nous empêchent de voir nos semblables tels qu'ils sont, de comprendre leurs besoins, d'imaginer quel rôle ils pourraient jouer dans une action créatrice. Quand une relation est grippée, c'est peut-être l'autre personne qui en est la cause principale. Dans ce cas, il devrait nous être plus facile de faire le premier pas. De grandes portes tournent sur de petits gonds. La réconciliation entre peuples a plus d'une fois été amorcée par la réconciliation entre des individus qui ont été assez courageux pour abandonner leur fierté et sortir de leur étroitesse.

Nos petits pays peuvent être non seulement d'habiles médiateurs, mais de véritables réconciliateurs, disait un jour l'évêque norvégien Eivind Berggrav. «L'art du réconciliateur est très différent de celui du médiateur, disait-il. La médiation est le plus souvent un arrangement qui ne fait que mettre un conflit entre parenthèses. Les partenaires quittent la négociation raccommodés mais, le plus souvent, ils gardent leur amertume et la crainte d'une nouvelle explosion. Ils ont fait une paix, mais la paix, c'est tout autre chose...»

Des pays humbles qui admettent leurs erreurs et qui, au lieu de faire la leçon aux autres, tendent la main du service, trouveront partout des portes ouvertes. Le président Kekkonen parlait une fois du rôle de la Finlande, non comme juge, mais comme guérisseur. Cette tâche n'est pas l'apanage de mon pays. Dans un effort commun et altruiste pour le monde, on pourrait donner un contenu vivant aux associations entre nations.

Infrastructure vivante

La justice économique sera un grand pas en avant dans l'histoire de l'humanité. Comme les premières fusées de l'espace, elle sera

le fruit d'un long travail qui aura exigé la participation de toutes les nations. Le progrès est désormais inséparable de l'équilibre économique. C'est un devoir global pour des hommes qui veulent se mettre au service des hommes. Ceux qui choisissent d'y participer seront conduits sur des chemins d'aventure inconnus. La jeunesse, qui ne se contentera plus de devoirs limités par les frontières nationales, pourra s'enthousiasmer pour des grands projets mondiaux qui capteront son imagination et sa volonté.

Tous, nous sommes appelés à participer à la construction du monde de demain. C'est le sens même de la vie ici-bas, car façonner le monde consiste à devenir le collaborateur de Dieu pour que sa justice s'établisse parmi les humains. Le monde a besoin d'une infrastructure globale d'hommes et de femmes qui deviendront les conduits par lesquels les intentions divines se déverseront dans chaque pays et dans chaque secteur de la vie internationale. Renonçant aux calculs intéressés et sectoriels, les dirigeants de l'avenir oseront choisir ce qui convient à l'ensemble de l'humanité.

Celui qui se rend ainsi disponible découvrira une vocation de vie. Il aura une raison d'apprendre à connaître les faits, de toucher ceux qui prennent les décisions qui comptent, de vivre en accord avec l'idéal qu'il désire encourager chez les autres. Il cherchera à influencer l'opinion par le moyen d'organisations, de la presse, des partis, des congrégations religieuses. Il apprendra à créer le climat qui favorise un consensus pour le meilleur au niveau exécutif. Ce n'est que quand la volonté de parvenir à des changements est soutenue par des grands mouvements sociaux et quand les gouvernements sentent la pression des citoyens que les réformes fondamentales deviennent possibles et efficaces sur le plan national et international.

Une conviction basée sur des faits et sur un style de vie en accord avec ce que nous exigeons des autres ne peut pas être balayée sous prétexte qu'elle est utopique. Si elle anime un réseau actif de personnes qui vivent ainsi, elle devient plutôt la trame sur laquelle se tisse la société du futur. Le changement nécessaire des structures marche alors de pair avec un changement chez les individus. Il faut se souvenir qu'aucun système social n'est né de lui-même. Il a été créé par des hommes et se sont des hommes qui peuvent aussi le changer.

Schumacher revenait constamment sur les nouvelles motivations qui doivent se frayer un passage avant toute autre réforme. «Quelles sont les forces vitales? demandait-il. L'amour pour son prochain et la confiance en Dieu, la générosité du cœur qui ne laisse qu'une place modeste aux avantages personnels, la conscience immuable que l'homme ne s'est pas créé lui-même et qu'il vit dans un monde qu'il n'a pas créé non plus, un monde qui depuis toujours et de tous côtés l'entoure de miracles, au-delà de sa compréhension et dans une mesure infinie.»

Les dons et les possibilités que nous avons reçus ne sont pas les mêmes pour tous. Les points de départ diffèrent. Certains sentent peut-être qu'ils ont abouti dans une situation qu'ils n'ont pas vraiment choisie et qui les lie. Rien cependant, ni personne ne peut empêcher quiconque de s'assigner un but qui donnera une direction maîtresse à sa vie. Quand ce choix est fait, on découvre toujours, à son grand étonnement, que les possibilités qui en découlent sont beaucoup plus grandes que l'on n'avait cru. Toute notre pensée, la consciente et l'inconsciente, devient orientée. L'esprit est constamment à l'affût pour saisir toutes les possibilités qui se présentent.

Dieu aime le monde et ses habitants plus que nous et nous sommes ses instruments. Ne nous préoccupons pas de l'importance de notre effort. Ce qui peut paraître grand à un moment donné peut prendre une place très modeste à plus long terme, tandis qu'un événement qui a l'apparence d'un détail se révèle par la suite essentiel. Gardons-nous donc de juger trop rapidement et trop catégoriquement la valeur de ce que nous faisons. L'essentiel est d'accomplir chacun sa part, consciencieusement et de bon cœur. Nos efforts ne seront peut-être jamais récompensés. Peut-être nos intentions seront-elles mal comprises, voire ridiculisées. Notre seule récompense sera la certitude d'avoir investi notre énergie, notre imagination et la chaleur de notre cœur dans ce qu'il y a de plus grand et de plus valable parmi tout ce qu'il nous aura été donné de connaître.

Bibliographie

En français:

Mesarovic, M., Pestel, E.

Stratégie pour demain (2e rapport au Club de Rome), Seuil, 1977.

Tévoédjré, A.

La Pauvreté, richesse des peuples, Ed. Ouvrières, 1978.

Philips, F.

45 ans avec Philips, Ed. France-Empire, 1981.

Myrdal, G., King, S.

Le Drame de l'Asie, enquête sur la pauvreté des nations, Seuil, 1976.

Myrdal, G.

Procès de la croissance: à contre-courant, P.U.F., 1978.

Simon, B.

Les Chiffonniers d'Emmaüs, Seuil.

Schumacher, E.F.

Small is beautiful: une société à la mesure de l'homme, Seuil, 1978.

Toffler, A.

Eco-spasme, Denoël, 1975.

Buchman, F.

Refaire le monde, Ed. de Caux, 1968.

König, F.

L'Eglise est liberté, Laffont, 1980.

- Piguet, Ch., Sentis, M.
Ce Monde que Dieu nous confie, Le Centurion, 1979.
- Meadows, D.H., Behrens, W.W., Naill, R.F.
Dynamique de la croissance dans un monde fini, Economica, 1977.
- Bauer, P.T
Mirage égalitaire du tiers monde, P.U.F., 1984.
- Marcel, G.
Un Changement d'espérance, Plon, 1958.
- Carmichael, R.
Robert Carmichael par lui-même, Ed. de Caux, 1975.
- Jean-Paul II
La Question sociale (Sollicitudo Rei Socialis) Le Centurion, 1988.

En anglais:

- North-South: A Programme for Survival* (rapport de la Commission Brandt), Pan Books, London, 1980.
- Lean, G.
God's Politician (Wilberforce), Darton, Longman and Todd, London, 1980.
- Common Crisis, North-South: Cooperation for World Recovery*, Pan Books, London, 1983.
- Barney, G.
The Global 2000 (Report to the President of the United States), Pergamon Press, 1981.
- Tinbergen, J.
Reshaping the Internatinal Order, Hutchinson, 1977.
- Lean, G.
Rich World, Poor World, Allen and Unwin, 1977.
- Kahn, Brown, Martel
The Next Two Hundred Years, Morrow, 1976.

Lean, G.

Rebirth of a Nation, Blandford Press, London, 1976.

Fuller, M.

The Health of Nations: A North South Investigation, McGraw Hill, New-York.

Hocking, W.

The Coming World Civilization, Allen and Unwin, 1958.

Craig, M.

Man from a Far Country (Karol Wojtyla), Hodder and Stoughton, London, 1979.

Elliott, H.P.

Darkness and Dawn in Zimbabwe, Grosvenor Books, London.

Abrams, P.D.

Kenya's Land Resettlement Story, Grosvenor Books, London.

Berggrav, E.

Nordens Insats, Svenska Kyrkans Diakonistyrelses förlag, Stockholm, 1940 (*en suédois*).

Table des matières

Préface de l'édition française	5
Introduction	7
1. L'équation Nord-Sud	9
2. Le tiers monde en point de mire	19
L'écart s'agrandit-il?	24
La solution: illusion ou réalité?	38
3. Les mécanismes individuels et collectifs	45
Changement de motivations	50
Le bien-être sous tous ses aspects	55
Le Christ et l'économie mondiale	58
Une tâche pour tous les chrétiens	61
4. Les artisans du changement	67
Le rôle de l'individu	70
Les pionniers	72
Bakchich et pots-de-vin	79
Réaction en chaîne	84
Infrastructure vivante	88
Bibliographie	91

*Ces 96 pages d'espoir et de doute
ont été imprimées
au début du mois de mai 1988
sur les presses de l'Atelier Grand SA
imprimeurs-éditeurs
au Mont-sur-Lausanne (Suisse).*